



# Tribunals Ontario

---

# Tribunaux décisionnels Ontario

## Rapport annuel

2020-2021

### Adresse postale

15, rue Grosvenor, rez-de-chaussée  
Toronto (Ontario) M7A 2G6

This document is also available in English.

30 juin 2021

**Objet : Rapport annuel 2020-2021 de Tribunaux décisionnels Ontario**

---

Monsieur le Procureur général,

Au nom de Tribunaux décisionnels Ontario, nous avons le plaisir de vous présenter notre rapport annuel 2020-2021.

Ce rapport rend compte des activités de Tribunaux décisionnels Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

Avec la pandémie de COVID-19, nous avons dû faire face à des défis sans précédent, mais nous avons agi rapidement afin d'assurer la santé et le bien-être du personnel, des arbitres et des participants, tout en fournissant des services de résolution des litiges équitables, indépendants, transparents, efficaces, accessibles et rapides.

Au cours de l'année écoulée, Tribunaux décisionnels Ontario est passé à la stratégie « Priorité au numérique », mais pas seulement, dans le cadre de nos efforts continus pour améliorer et moderniser nos services afin de répondre aux besoins des Ontariens et d'offrir le meilleur rapport qualité-prix.

Le rapport ci-joint présente un aperçu de notre modernisation en cours, ainsi que divers Points saillants des activités dans nos 14 tribunaux décisionnels constitutifs.

Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec vous et votre ministère au cours de l'année qui vient.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de nos sentiments distingués.


**Sean Weir**  
Président exécutif  
Tribunaux décisionnels Ontario

**Harry Gousopoulos**  
Directeur général  
Tribunaux décisionnels Ontario

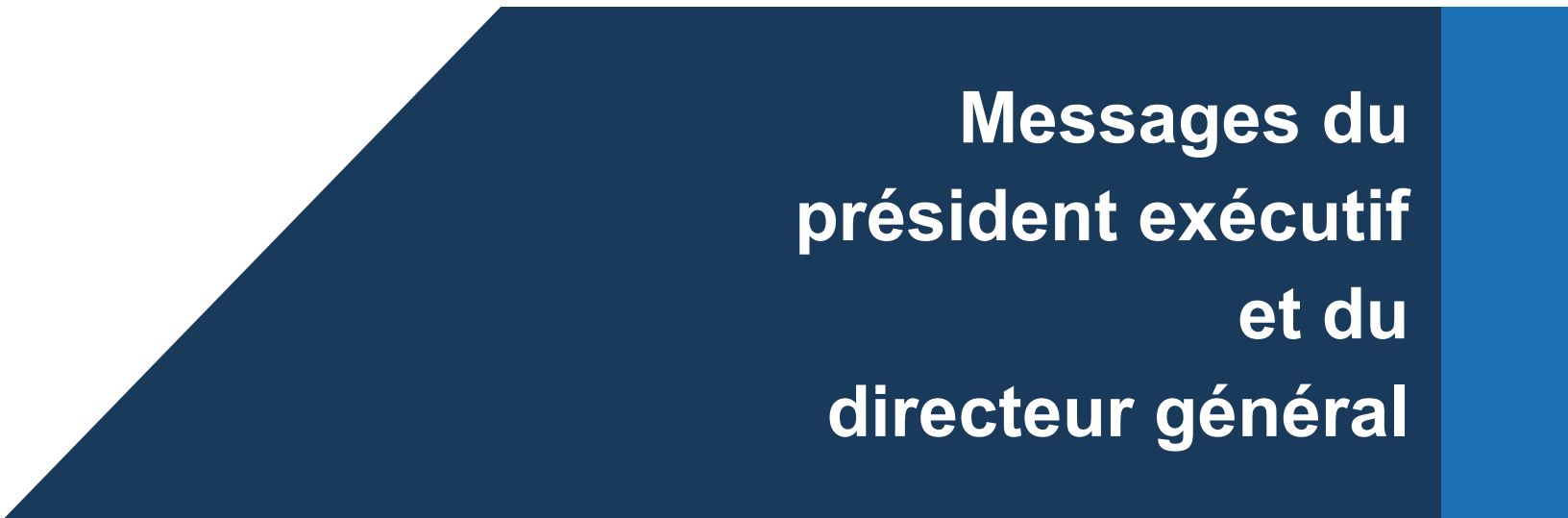
Available in English.  
ISBN 978-1-4868-5385-4  
Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2021

## Table des matières

Message du président exécutif .....	6
Message du directeur général .....	7
À propos de Tribunaux décisionnels Ontario .....	9
Structure organisationnelle .....	11
Personnel de Tribunaux décisionnels Ontario .....	11
Membres de Tribunaux décisionnels Ontario .....	12
Pandémie de COVID-19 .....	14
Transformation numérique .....	16
Points saillants des activités .....	18
Accès à la justice .....	18
Participation des parties prenantes .....	18
Politique sur les services en français .....	19
Diversité, inclusion et accessibilité .....	21
Demandes de mesures d'adaptation .....	21
Services pour les Autochtones .....	22
Audiences sous forme de cercle .....	22
Perfectionnement professionnel .....	24
Points saillants des activités des tribunaux décisionnels .....	25
Commission d'étude des soins aux animaux .....	26
Commission de révision de l'évaluation foncière .....	29
Commission de révision des services à l'enfance et à la famille .....	33
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels .....	35
Commission de révision des placements sous garde .....	37
Commission de la sécurité-incendie .....	39
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario .....	41
Commission de la location immobilière .....	45
Tribunal d'appel en matière de permis .....	50
Commission civile de l'Ontario sur la police .....	55
Commission ontarienne des libérations conditionnelles .....	57



Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais) .....	60
Tribunal de l'aide sociale.....	61
Sommaire financier.....	66
Annexe .....	69
Membres.....	70



**Messages du  
président exécutif  
et du  
directeur général**

## Message du président exécutif

Je suis fier du travail acharné que le personnel et les arbitres ont accompli depuis le début de la pandémie, l'an dernier, pour assurer l'accès à la justice en cette période difficile et sans précédent. Très rapidement, Tribunaux décisionnels Ontario est passé d'un modèle d'audience en personne à la stratégie « Priorité au numérique », adaptant et transformant ainsi un grand nombre des services de base, tout en maintenant l'accès à la justice au centre de toutes nos activités.

Au cours de la dernière année, Tribunaux décisionnels Ontario a démontré qu'il pouvait offrir aux Ontariens des services de règlement des différends équitables, efficaces et rapides dans un environnement virtuel. Voici quelques-unes des façons dont nous avons été de l'avant :

- ◆ Nous avons adopté la stratégie « Priorité au numérique », mais qui n'est pas seulement axée sur le numérique, en tenant des audiences par vidéoconférence, par téléphone ou par écrit. Ainsi, nos parties prenantes et les parties ont pu continuer à accéder au système des tribunaux décisionnels pour résoudre leurs différends et leurs problèmes, même si les services en personne dans l'ensemble de l'économie provinciale ont été pour la plupart fermés ou sévèrement limités pendant de longues périodes.
- ◆ Nous avons introduit Zoom comme notre nouvelle plateforme de vidéoconférence en réponse aux commentaires des parties et des parties prenantes qui souhaitaient une plateforme plus conviviale.
- ◆ Nous avons élargi les options permettant de répondre aux demandes d'une forme d'audience différente en offrant des terminaux d'accès à notre centre d'audiences de Toronto aux personnes qui n'ont pas accès à un téléphone, à un ordinateur et/ou à Internet.
- ◆ Nous avons commencé à travailler sur un nouvel outil numérique d'auto-assistance en ligne qui aidera les Ontariens à mieux comprendre leurs problèmes juridiques et les options qui s'offrent à eux pour régler leur différend.

En plus de ces changements et d'autres changements opérationnels dans nos 14 tribunaux décisionnels constitutifs, Tribunaux décisionnels Ontario continue de faire du recrutement, de la nomination et de la formation des arbitres une priorité. Nous continuons à travailler avec le gouvernement pour nommer des arbitres dans tous nos tribunaux.

Pour ce qui est de l'avenir, Tribunaux décisionnels Ontario s'engage à faire face au changement et à élaborer des services qui donnent la priorité à nos utilisateurs, en 2021 2022 et au-delà. Parallèlement, nous restons fidèles à notre mission qui consiste à fournir des services de règlement des différends équitables et rapides et à veiller à ce que nos tribunaux soient accessibles à tous ceux qui souhaitent les utiliser.

Cordialement,

**Sean Weir**  
Président exécutif

## Message du directeur général

Depuis que je me suis joint à Tribunaux décisionnels Ontario en décembre 2020, j'ai pu constater directement comment le personnel et les arbitres peuvent relever les défis qui leur sont proposés.

Comme tous les Ontariens, le personnel et les arbitres ont été touchés par la pandémie de différentes façons, qu'il s'agisse de s'adapter au travail à distance, de jongler avec les responsabilités de garde d'enfants et les études, ou de faire face à des problèmes de santé mentale. Même pendant ce bouleversement dans leur vie, au moment où nous avons dû faire pivoter nos activités quotidiennes, le personnel et les arbitres ont agi avec professionnalisme et avec la volonté de s'adapter, et toujours avec le souci et l'engagement de fournir des services d'arbitrage équitables et accessibles.

Au cours de l'année écoulée, nous avons fait de grands progrès pour moderniser notre organisation et veiller à ce que les besoins des utilisateurs – qu'il s'agisse du public qui accède aux services de Tribunaux décisionnels Ontario, notamment les avocats et les participants, ou des arbitres qui interagissent avec les parties – soient pris en compte dans tous nos plans et activités. Parallèlement, nous sommes déterminés à bâtir une organisation axée sur les gens, au sein de laquelle nous soutenons la croissance et le perfectionnement de notre personnel et des arbitres et assurons un traitement équitable, un accès égal aux possibilités et une représentation de la diversité et de l'inclusion à tous les niveaux de l'organisation.

Nous avons encore beaucoup à faire, et notre travail est loin d'être terminé. En regardant les défis de l'exercice financier écoulé et en réfléchissant au chemin parcouru, nous devons être fiers des progrès accomplis, mais nous devons aussi nous tourner vers l'avenir et continuer à nous efforcer de faire mieux.

Je me réjouis de l'année qui s'en vient et j'ai hâte de travailler avec le personnel, les arbitres, les présidents associés et le président exécutif pour continuer à moderniser et à améliorer les services de règlement des différends au nom de tous les Ontariens.

Cordialement,

**Harry Gousopoulos**  
Directeur général



# **Au sujet de Tribunaux décisionnels Ontario**




## À propos de Tribunaux décisionnels Ontario

Tribunaux décisionnels Ontario est responsable de 14 conseils, tribunaux et commissions qui relèvent du ministère du Procureur général :

- ◆ Commission d'étude des soins aux animaux
- ◆ Commission de révision de l'évaluation foncière
- ◆ Commission de révision des services à l'enfance et à la famille
- ◆ Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels
- ◆ Commission de révision des placements sous garde
- ◆ Commission de la sécurité-incendie
- ◆ Tribunal des droits de la personne de l'Ontario
- ◆ Commission de la location immobilière
- ◆ Tribunal d'appel en matière de permis
- ◆ Commission civile de l'Ontario sur la police
- ◆ Commission ontarienne des libérations conditionnelles
- ◆ Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais)
- ◆ Tribunal de l'aide sociale

Les tribunaux décisionnels tiennent des audiences et encouragent le règlement anticipé d'une multitude de dossiers au moyen de diverses méthodes de règlement des différends. Traitant les dossiers de leur ouverture à leur clôture, ils peuvent être amenés à rendre des décisions et des ordonnances et à formuler des recommandations à l'issue de conférences préparatoires, de processus de médiation, de conférences en vue d'un règlement et, s'il y a lieu, d'audiences en règle.



# Structure organisationnelle

## Structure organisationnelle

Tribunaux décisionnels Ontario est dirigé par un président exécutif et un directeur général.

Le président exécutif rend compte au ministre (c.-à-d. au procureur général) de l'efficacité avec laquelle Tribunaux décisionnels Ontario s'acquitte de son mandat. Bien qu'ils soient placés sous la direction du président exécutif, les tribunaux conservent leur mandat propre prévu par la loi et leur autonomie décisionnelle. Néanmoins, tous les tribunaux profitent d'une coordination d'ensemble et de la mise en commun des ressources, de l'expertise, des pratiques exemplaires et des processus, ainsi que d'un soutien sur le plan administratif et sur celui du perfectionnement professionnel.

Le directeur général est chargé d'épauler le président exécutif dans la mise en œuvre des politiques et des décisions opérationnelles de Tribunaux décisionnels Ontario. Le directeur général rend compte au sous-procureur général sur la gestion des activités de Tribunaux décisionnels Ontario.

Tribunaux décisionnels Ontario compte un total de 607 postes du personnel, répartis comme ci-dessous. Cela comprend les postes du personnel et les postes des membres nommés par décret qui faisaient partie du nouveau groupe, soit Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

### Personnel de Tribunaux décisionnels Ontario

Unité de Tribunaux décisionnels Ontario	Nombre d'employés
Bureau de la direction	26
Services opérationnels et activités stratégiques	45
Stratégie et transformation/Solutions organisationnelles	20
Services juridiques	23
Tribunaux	418
Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario*	75
<b>Total</b>	<b>607</b>

#### **Remarques :**

Tribunaux décisionnels de l'Ontario compte au total 188 postes d'arbitres à temps plein (y compris ceux qui ont travaillé auprès de Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario) et 129 arbitres à temps partiel. Certains arbitres sont nommés à plus d'un tribunal (voir l'[annexe A](#) pour une liste complète des arbitres).

\* Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario, un nouveau groupe, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Tribunaux décisionnels Ontario et Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario ont partagé les ressources existantes, y compris les postes alloués pour l'exercice 2020-2021. Soixante-quinze postes du personnel et 31 postes de membres nommés par décret (à temps plein) ont été alloués à Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario.

## **Membres de Tribunaux décisionnels Ontario**

Malgré l'incertitude persistante liée à la pandémie mondiale, les tribunaux de l'Ontario restent déterminés à offrir aux Ontariens un accès rapide à la justice (). À la suite du passage nécessaire au travail à distance et au cours des années 2020 et 2021, les tribunaux ontariens ont poursuivi leurs efforts de recrutement et d'intégration afin d'augmenter et de stabiliser les ressources juridictionnelles dans leurs tribunaux décisionnels constitutifs.

Comme l'exige la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, et pour s'assurer de trouver des personnes compétentes et qualifiées, Tribunaux décisionnels Ontario utilise un processus de sélection rigoureux, concurrentiel et fondé sur le mérite pour la nomination de nouveaux arbitres. En fonction des résultats de ce processus, le président exécutif fait des recommandations au procureur général de l'Ontario concernant les nouvelles nominations.

Entre le 1<sup>er</sup> juin 2020 et le 31 mars 2021, Tribunaux décisionnels Ontario a reçu 7 118 requêtes, mené 467 entrevues et, en collaboration avec le gouvernement, nommé ou reconduit 161 arbitres. Tribunaux décisionnels Ontario continue de travailler avec le gouvernement pour nommer des arbitres à ses tribunaux.

L'application d'une stratégie de nomination conjointe dans les divers tribunaux décisionnels constitutifs mise sur les compétences, les connaissances, l'expérience et l'expertise des arbitres pour permettre un règlement efficace et efficient des différends pour les personnes qui ont recours aux services de Tribunaux décisionnels Ontario.

Les arbitres de Tribunaux décisionnels Ontario contribuent de façon importante à l'amélioration de l'organisation et constituent un soutien essentiel à l'administration du système judiciaire de la province.



# Pandémie de COVID-19

## Pandémie de COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, Tribunaux décisionnels Ontario a pris des mesures immédiates pour préserver la santé et le bien-être du personnel, des arbitres et du public, tout en continuant d'offrir des services de règlement des différends aux Ontariens.

En optant pour d'autres formats pour toutes les audiences en personne, tels que les audiences par vidéo, par téléphone et par écrit lorsque cela est possible, Tribunaux décisionnels de l'Ontario a été en mesure d'offrir des services à distance avec un minimum d'interruptions de service pour les Ontariens.

Pour se conformer aux directives des autorités de santé publique en matière de distanciation physique, la grande majorité du personnel et des arbitres sont passés au travail à distance. Certains employés et gestionnaires ont dû fournir des services essentiels qui ne pouvaient être assurés à distance, notamment :

- ◆ traiter les paiements d'honoraires et le courrier;
- ◆ fournir du matériel informatique au personnel et aux arbitres;
- ◆ livrer de l'équipement spécialisé et/ou des fournitures de bureau;
- ◆ soutenir la mise en œuvre des terminaux d'accès public.

Leur dévouement et leur travail acharné ont été essentiels pour que Tribunaux décisionnels Ontario continue d'offrir un accès à la justice aux milliers de personnes qui utilisent ses services.

Bien que le personnel qui fournissait des services essentiels se soit rendu sur les lieux de travail selon un horaire de rotation tout au long de la pandémie, Tribunaux décisionnels Ontario a continué à prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que le lieu de travail était sécuritaire et que des protocoles de sécurité et de distanciation physique étaient en place.

Alors que la situation continue de se développer et d'évoluer, la santé et la sécurité du personnel, les arbitres et les membres du public demeureront l'une des plus grandes priorités de Tribunaux décisionnels Ontario.



# Transformation numérique

## Transformation numérique

Au début de la pandémie, Tribunaux décisionnels Ontario a immédiatement opté d'offrir des services à distance afin de rendre l'accès aux services des tribunaux plus sûr et plus facile. En s'appuyant sur cette transition, Tribunaux décisionnels Ontario a mis en œuvre la stratégie « Priorité au numérique », mais pas seulement axée sur le numérique, en se concentrant sur l'amélioration continue du processus d'audience virtuelle et de sa fonctionnalité afin de s'assurer que les audiences sont accessibles, conviviales et à la pointe de la technologie.

Au cours de l'année écoulée, Tribunaux décisionnels Ontario a amélioré ses services numériques de la façon suivante :

- ◆ tenue d'audiences par vidéo, par téléphone et par écrit, lorsque cela était possible;
- ◆ amélioration du site Web destiné au public afin qu'il serve de guichet unique pour tous les conseils et tribunaux;
- ◆ incitation auprès des Ontariens à utiliser le courrier électronique, dans la mesure du possible, pour communiquer avec les tribunaux;
- ◆ accès à des services en ligne, tels que le dépôt électronique des requêtes et des documents, afin d'offrir des services efficaces et efficients;
- ◆ lancement d'un portail de paiement en ligne pour permettre aux clients de certains tribunaux d'effectuer plus facilement des paiements pour des requêtes;
- ◆ fourniture de terminaux d'accès sur place, par ordinateur et par téléphone, dans nos centres des audiences à Toronto pour que les parties à une instance de la Commission de la location immobilière puissent participer.

Une autre étape importante de la transformation numérique de Tribunaux décisionnels Ontario est la mise en place d'une nouvelle solution numérique de gestion des causes. En mars 2021, le gouvernement de l'Ontario a annoncé un nouvel investissement de 28,5 millions de dollars pour une plateforme numérique qui rendra les activités de Tribunaux décisionnels Ontario plus efficaces, réduira les retards et améliorera l'expérience des personnes qui accèdent aux services des tribunaux. Ce nouveau système devrait constituer l'épine dorsale de la stratégie numérique de Tribunaux décisionnels Ontario pour les années à venir.

Le travail sur cette nouvelle plateforme numérique a commencé immédiatement après l'annonce et renforce l'engagement de Tribunaux décisionnels Ontario à moderniser et à innover ses services.





# Points saillants des activités

## Points saillants des activités

### Accès à la justice

En février 2021, Tribunaux décisionnels Ontario a lancé des terminaux d'accès au 15, rue Grosvenor, à Toronto, pour offrir une forme d'audience différente aux parties à une instance de la Commission de la location immobilière (CLI) qui n'ont pas accès à un téléphone, à un ordinateur ou à Internet. Les requêtes sont accordées au cas par cas. Si la requête est acceptée, les parties utilisant le terminal participeront à leur audience par voie électronique. Dans le cadre de son engagement à veiller à ce que ses services soient accessibles à tous et disponibles pour tous, Tribunaux décisionnels Ontario étendra ce service aux centres des audiences à Ottawa, à Hamilton et à London et, à l'automne 2021, à d'autres tribunaux.

### Participation des parties prenantes

En septembre 2020, la [Politique en matière de consultation publique](#) de Tribunaux décisionnels Ontario est entrée en vigueur, indiquant si les parties prenantes et les membres du public seront consultés et, le cas échéant, de quelles façons ils le seront si des modifications sont envisagées aux règles et aux politiques de Tribunaux décisionnels Ontario.

En consultant les parties prenantes avant l'adoption ou la modification d'une stratégie ou d'une directive, Tribunaux décisionnels Ontario reconnaît le rôle important et la valeur des parties prenantes dans l'échange d'information et de pratiques exemplaires afin de fournir les meilleurs services de règlement des différends à ceux qui en ont besoin.

Voici quelques-unes des façons dont Tribunaux décisionnels Ontario a collaboré avec ses parties prenantes :

- ◆ La Commission de la location immobilière a régulièrement collaboré avec les parties prenantes afin d'obtenir leur avis sur les changements apportés à ses règles et processus, y compris la manière dont les causes sont programmées et les audiences menées.
- ◆ Le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario a sollicité les commentaires des parties, des parties prenantes et du public afin de mieux comprendre les expériences des gens en matière d'audiences électroniques.
- ◆ La Commission de la location immobilière a invité les parties prenantes à lui faire part de leurs commentaires sur ses formulaires, instructions et lignes directrices qu'elle a créés ou mis à jour en vue des modifications apportées à la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* par le *Projet de loi 184, Loi de 2020 visant la protection des locataires et le renforcement du logement communautaire*.
- ◆ La Commission de la sécurité-incendie a mis à jour ses méthodes de dépôt après avoir consulté les parties prenantes.

- ◆ La Commission de révision de l'évaluation foncière a consulté ses parties prenantes au sujet des mises à jour de ses Règles de pratique et de procédure, qui comprennent des modifications au calendrier des événements afin de raccourcir les délais de résolution des appels. En même temps que les nouvelles Règles de pratique et de procédure, la Commission a mis à jour les formulaires pour en assurer l'harmonisation.

## **Politique sur les services en français**

En s'appuyant sur la Politique sur les services en français de Tribunaux décisionnels Ontario et pour répondre aux besoins en français des personnes qui ont recours à nos services, nous avons recruté des arbitres bilingues désignés pour fournir des services en français lors des audiences. Tribunaux décisionnels Ontario continue également de normaliser la formation du personnel et des arbitres pour s'assurer que tous les tribunaux appliquent une approche cohérente à la prestation de services en français et que tout le personnel et tous les arbitres (francophones et anglophones) reçoivent une formation adéquate sur leurs responsabilités en vertu de la [Loi sur les services en français](#).



**Diversité,  
inclusion et  
accessibilité**

## Diversité, inclusion et accessibilité

Tribunaux décisionnels Ontario s'attache à créer un environnement diversifié, inclusif, sûr et accessible qui représente le public qu'il sert, ainsi qu'à assurer une meilleure compréhension des besoins des diverses prenautes et une meilleure réceptivité de ceux-ci. Le 2 novembre 2020, une [Politique relative à l'accessibilité et aux mesures d'adaptation](#) mise à jour a été affichée sur le site Web de Tribunaux décisionnels Ontario. Les objectifs et les résultats en matière de diversité dans les politiques, les processus et les services garantissent que le public, le personnel et les arbitres ont accès à un espace exempt de harcèlement et de discrimination.

Le Comité de la diversité et de l'inclusion de Tribunaux décisionnels Ontario est composé de membres du personnel, de gestionnaires et d'arbitres qui travaillent dans le but de créer un changement culturel important au sein de l'effectif de Tribunaux décisionnels Ontario. Le comité se consacre à l'identification des points à améliorer, à la création et à la mise en œuvre d'initiatives et à la diffusion de communications d'actualité. Les initiatives visent à mettre en place des pratiques inclusives qui peuvent être intégrées dans le travail quotidien de Tribunaux décisionnels Ontario, qui célèbrent la diversité et qui favorisent la sensibilisation par l'observation de jours significatifs.

Le 26 février 2021, Tribunaux décisionnels Ontario a soumis à Direction générale de l'action contre le racisme sa feuille de route pour l'équité raciale dans la fonction publique de l'Ontario. La feuille de route est un plan d'action à l'échelle de l'entreprise visant à mobiliser le changement dans l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario, à remplir un engagement clé de la Politique de la fonction publique de l'Ontario pour la lutte contre le racisme et à s'appuyer sur les priorités du gouvernement. La feuille de route cerne l'engagement continu de l'organisation envers l'éducation et la sensibilisation par le biais des cours suivants : Le cours électronique *Dénoncez-le! : Racisme, discrimination raciale et droits de la personne* de la Commission ontarienne des droits de la personne, une formation obligatoire en compétence culturelle autochtone (programme San'yas) et une formation obligatoire sur l'accessibilité de la fonction publique de l'Ontario par le biais du système *LearnON*.

### Demandes de mesures d'adaptation

Améliorer l'accès aux services et prendre des mesures d'adaptation sur demande sont des priorités pour Tribunaux décisionnels Ontario. Le 30 novembre 2020, Tribunaux décisionnels Ontario a mis à jour la [Directive de pratique modifiée sur la forme des audiences](#) qui décrit l'approche suivie par Tribunaux décisionnels Ontario pour déterminer la forme d'une audience qui sera tenue et la façon dont une partie peut demander une autre forme d'audience. Pour appuyer cette mise à jour de la directive de pratique, un nouveau formulaire a été élaboré afin de fournir un mécanisme clair permettant aux parties de demander des mesures d'adaptation pour leur audience.

## **Services pour les Autochtones**

Tribunaux décisionnels Ontario a continué de s'appuyer sur son engagement en matière de services pour les Autochtones en fournissant des services adaptés à la culture de chaque Autochtone qui s'est présenté devant lui. Voici quelques-unes des façons dont nous avons respecté notre engagement :

- ◆ des espaces d'audience et de réunion rénovés, spécialement conçus pour les causes incluant des parties et des sujets autochtones;
- ◆ des règles de procédure et des directives de pratique pour répondre aux demandes de services pour les Autochtones selon les tribunaux particuliers;
- ◆ un contrat avec une ressource externe de services pour les Autochtones qui est disponible pour fournir des ressources et un soutien adaptés à la culture pour les causes dont Tribunaux décisionnels Ontario est saisi qui impliquent des parties et des sujets autochtones.

## **Audiences sous forme de cercle**

Tout au long de la pandémie, les audiences sous forme de cercle ont continué à se tenir régulièrement par téléconférence à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles (COLC). Même si, dans ce contexte, il n'était pas possible de respecter la forme traditionnelle de l'audience sous forme de cercle, le protocole de l'audience sous forme de cercle a été respecté. Bien que cette initiative vise les clients autochtones, elle a également contribué à créer une culture positive de changement au sein de l'organisation. Les aînés ont facilité la formation adaptée à la culture du personnel et des arbitres, ce qui a permis de renforcer les relations de travail. La COLC continue de chercher des solutions pour offrir des services de vidéoconférence pour les audiences sous forme de cercle.



# Perfectionnement professionnel

## Perfectionnement professionnel


Le perfectionnement professionnel fait partie intégrante de l'organisation. La formation permet aux arbitres et aux membres du personnel d'acquérir les connaissances les plus récentes et les plus pertinentes en matière de législation, de fonctions opérationnelles et d'utilisation des outils administratifs. Elle leur permet également de recevoir le soutien nécessaire pour respecter les échéances prévues par la loi.

Tribunaux décisionnels Ontario a offert aux nouveaux arbitres des séances d'accueil et de formation propres à certains tribunaux, toutes menées virtuellement par le biais de plateformes à distance. La formation est facilitée à l'interne par les présidents associés, les vice-présidents, les arbitres, les greffiers et les avocats, à l'externe par des conférenciers invités, dans le cadre de modules en ligne, et par apprentissage autonome et observation au poste de travail. La formation est dispensée en collaboration dans l'ensemble de l'organisation et porte sur des sujets tels que la rédaction de décisions, l'accès à l'information et la protection de la vie privée, les modifications opérationnelles et législatives, la médiation, le règlement extrajudiciaire et anticipé des différends, les mesures d'adaptation et d'équité et les initiatives liées aux services en français. L'observation au poste de travail et l'encadrement continu sont des éléments importants du programme de formation. Le plan d'intégration et de formation permet de s'assurer que les présidents associés et les arbitres sont formés pour résoudre les différends et rendre la justice administrative de manière équitable, efficace et efficiente.

En plus des initiatives susmentionnées, le personnel et les arbitres de Tribunaux décisionnels Ontario ont également participé à diverses formations, notamment :

- ◆ l'utilisation de nouveaux logiciels et de nouvelles plateformes pour le travail à distance;
- ◆ des modules d'apprentissage en ligne sur le traumatisme transmis par personne interposée de Morneau Shepell;
- ◆ une formation à la compétence culturelle autochtone par le biais du programme de sécurité culturelle autochtone San'yas;
- ◆ des mises à jour de la politique sur les services en français (SLF) et une formation sur l'offre active, ainsi qu'une formation continue en français pour les arbitres francophones;
- ◆ des cours d'apprentissage et de perfectionnement dirigés par la fonction publique de l'Ontario.





# Points saillants des activités des tribunaux décisionnels

## Commission d'étude des soins aux animaux

La Commission d'étude des soins aux animaux (CESA) règle des différends et tient des audiences concernant le bien-être des animaux, notamment des appels d'ordres et de décisions de l'inspecteur en chef du bien-être des animaux et d'autres inspecteurs du bien-être des animaux. Lorsqu'elle traite un appel ou une demande, la CESA fait du bien-être de l'animal concerné sa priorité.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

### Points saillants des activités

Au début de l'année 2020, les modifications apportées à la *Loi sur l'exercice des compétences légales* ont élargi la compétence des inspecteurs et augmenté le nombre d'inspecteurs des services de protection des animaux. Par conséquent, la CESA a constaté une augmentation du nombre d'appels reçus et de ceux qui ont fait l'objet d'une audience au cours de la dernière année. La CESA s'efforce toujours de respecter les échéances prévues par la loi et de traiter les dossiers en conséquence. Pour gérer l'augmentation du nombre de dossiers, un nouvel outil a été utilisé dans le traitement des dossiers, en plus du système de gestion des instances qui aide à organiser les dossiers et à mettre à jour les notes des dossiers.

Avec l'augmentation du nombre de dossiers ouverts, des dates d'audience ont été fixées pour un plus grand nombre de dossiers. Au cours de l'année écoulée, l'accent a été mis sur la formation afin d'aider les arbitres de la CESA à mener un nombre accru de conférences préparatoires et d'audiences.

La CESA a utilisé la technologie vidéo pour la première fois en 2019-2020 pour permettre aux personnes de témoigner par vidéoconférence. La CESA a continué de fixer des dates d'audiences numériques en 2020-2021, ce qui était conforme à la stratégie « Priorité au numérique » de Tribunaux décisionnels Ontario pour la prestation de services.

## Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CESA**

<b>Indicateurs de rendement</b>	<b>Cible</b>	<b>Pourcentage réel 2020-2021</b>	<b>Pourcentage réel 2019-2020</b>	<b>Pourcentage réel 2018-2019</b>	<b>Pourcentage réel 2017-2018</b>
Une date d'audience sera fixée dans les cinq jours ouvrables suivant le dépôt d'un dossier d'appel complet (obligation légale).	100 %	93 %	100 %	100 %	100 %
La première audience aura lieu au plus tard 10 jours ouvrables après le dépôt d'un dossier d'appel complet (obligation légale).	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Les décisions de la Commission seront rendues dans les 30 jours suivant l'audience.	80 %	64 %*	100 %	S.O.	S.O.

**Remarques :**

L'augmentation du nombre de dossiers complexes a entraîné une diminution du nombre de décisions rendues dans le cadre des objectifs de rendement.

S.O. – Sans objet, aucune décision n'ayant été rendue pendant cette période.

**Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CESA**

<b>Dossiers</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Dossiers d'appel ouverts	41	14	39	13
Dossiers d'appel clos	36	14	40	10
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	7	2	2	3
Audiences tenues	24	2	4	0
Décisions rendues	14*	1	0	0

**Remarques :**

L'augmentation du nombre de dossiers complexes a entraîné une diminution du nombre de décisions rendues dans le cadre des objectifs de rendement.

## Commission de révision de l'évaluation foncière

La Commission de révision de l'évaluation foncière (CREF) tranche les requêtes et les appels relatifs aux évaluations foncières, à la classification et à des questions fiscales.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*, la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 2001 sur les municipalités*, la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial*, la *Loi sur l'éducation* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

### Points saillants des activités

La CREF, qui représente l'un des principaux éléments du régime d'évaluation foncière de l'Ontario, s'est engagée à effectuer des examens périodiques de ses règles et de ses processus afin de s'assurer que les services sont fournis de manière aussi efficace et efficiente que possible. Plus précisément, les principaux objectifs de la CREF sont les suivants :

- ◆ accélérer le règlement des appels;
- ◆ améliorer la prestation des services de première ligne;
- ◆ régler les appels passés avant le début du nouveau cycle d'évaluation;
- ◆ réduire le nombre d'appels du cycle actuel avant le prochain cycle d'évaluation.

Le cycle d'évaluation de la CREF a été prolongé conformément à l'annonce du budget du gouvernement provincial en 2020 et à nouveau en 2021; l'évaluation générale pour les années d'imposition 2021 et 2022 a été reportée.

Pendant la pandémie de COVID-19, la CREF a continué à traiter les appels, à fixer des dates d'audience et à rendre des décisions pour soutenir le règlement des appels.

À l'automne 2020, la CREF a consulté les parties prenantes au sujet des modifications proposées à ses Règles de pratique et de procédure. À compter du 1<sup>er</sup> avr. 2021, les modifications apportées aux règles mises à jour se concentreront sur la réduction supplémentaire des délais dans le calendrier des procédures, qui passeront de 66-104 semaines à 40 semaines. Grâce à ces modifications, les appels seront réglés plus rapidement et le nombre d'appels reportés au cycle suivant sera réduit.

La CREF a mis en œuvre une nouvelle Ligne directrice sur les exigences relatives au format et au dépôt de documents électroniques. Cette ligne directrice a pour but de donner des directives sur la bonne façon de formater et de déposer les documents électroniques qui seront invoqués à une conférence en vue d'un règlement et à une audience.

La CREF a également utilisé un échéancier accéléré pour les appels passés, c'est-à-dire les appels déposés avant l'année d'imposition 2017. En janvier 2020, un nouveau calendrier des procédures (18 semaines) a été attribué à chaque appel. Le nombre d'appels passés identifiés était d'environ 7 600. Au 31 mars 2021, environ 855 appels passés étaient toujours en suspens.

### Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CREF**

Indicateurs de rendement	Cible	Pourcentage réel 2020-2021	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018
Décision rendue dans les 60 jours suivant l'audience	85 %	99 %	99 %	98 %	97 %
Appels sommaires réglés dans les 40 semaines suivant leur date d'introduction	85 %	90 %	82 %	92 %	99 %
Appels généraux réglés dans les 135 semaines suivant leur date d'introduction	85 %	97 %	100 %	100 %	S.O.

**Tableau 2 : Répartition des dossiers d'appel en matière d'évaluation foncière à la CREF**

Dossiers	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Dossiers actifs au début de l'exercice	54 996	62 642	47 900	55 769
Dossiers reçus	21 972	29 051	34 547	17 309
Nombre total de dossiers pour l'exercice	76 968	91 693	82 537	73 078
Dossiers réglés	37 195	36 697	19 895	25 088
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	39 773	54 996	62 642	47 990

**Tableau 3 : Répartition des dossiers à la CREF**

<b>Dossiers</b>	<b>Appels originaux 2020-2021</b>	<b>Appels présumés 2020-2021*</b>	<b>Appels originaux 2019-2020</b>	<b>Appels présumés 2019-2020</b>
Dossiers actifs au début de l'exercice	18 816	36 180	28 936	33 706
Dossiers reçus	4 121	17 851	2 752	26 299
Nombre total de dossiers pour l'exercice	22 937	54 031	31 688	60 005
Dossiers réglés	9 562	27 633	12 872	23 825
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	13 375	26 398	18 816	36 180

**Remarques :**

\*Appels présumés : Lorsqu'un appel n'est pas réglé par la CREF au 31 mars de l'année suivant celle de son interjection, un nouvel appel est créé pour l'année d'imposition suivante. Si, par exemple, un appel interjeté en 2020 est toujours en instance le 31 mars 2021, un nouveau dossier d'appel sera ouvert pour l'année d'imposition 2021 sans que l'appelant dépose son appel de nouveau et débourse des frais supplémentaires. L'appel de 2021 sera alors un appel « présumé ».

**Tableau 4 : Types de dossiers traités par la CREF**

<b>Dossiers</b>	<b>Nbre de propriétés 2020-2021</b>	<b>Nbre d'appels 2020-2021</b>	<b>Nbre de propriétés 2019-2020</b>	<b>Nbre d'appels 2019-2020</b>	<b>Nbre de propriétés 2018-2019</b>	<b>Nbre d'appels 2018-2019</b>	<b>Nbre de propriétés 2017-2018</b>	<b>Nbre d'appels 2017-2018</b>
Appels sommaires	782	856	312	362	448	626	1 335	2 564
Appels généraux	10 377	38 062	14 237	49 509	22 466	62 016	1 335	2 564
Appels passés	86	855	908	5 125	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
<b>Total</b>	<b>11 245</b>	<b>39 773</b>	<b>15 457</b>	<b>54 996</b>	<b>22 914</b>	<b>62 642</b>	<b>26 695</b>	<b>47 990</b>

**Tableau 5 : Répartition des dossiers d'appel en matière d'impôts fonciers à la CREF**

<b>Dossiers</b>	<b>Dossiers d'appel originaux 2020-2021</b>	<b>Dossiers d'appel originaux 2019-2020</b>
Dossiers actifs au début de l'exercice	703	801
Dossiers reçus	339	510
Nombre total de dossiers pour l'exercice	1 042	1 311
Dossiers réglés	645	608
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	397	703

**Tableau 6 : Dossiers**

<b>Dossiers</b>	<b>2020-2021</b>
Dossiers d'appel reçus	22 311
Dossiers d'appel clos	37 840
<b>Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice</b>	40 170
Audiences tenues	734
Décisions rendues	36 880
Audiences en personne tenues	0
Audiences électroniques tenues (c.-à-d., vidéoconférences et téléconférences)	661
Audiences sur pièces tenues	73
Jours d'audience	220
Appels rejetés	1050
Appels à l'issue desquels les valeurs imposables ont été modifiées	16 865



# Commission de révision des services à l'enfance et à la famille

La Commission de révision des services à l'enfance et à la famille (CRSEF) effectue des révisions, tient des audiences et entend des appels qui concernent les enfants, les jeunes et les familles de l'Ontario, notamment les plaintes concernant des services fournis par des sociétés d'aide à l'enfance, les admissions d'urgence à un programme de traitement en milieu fermé, le refus d'une demande d'adoption et les appels d'expulsion d'un conseil scolaire.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*, la *Loi sur l'éducation*, de la *Loi sur l'adoption internationale* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

## Points saillants des activités

La Commission de révision des services à l'enfance et à la famille (CRSEF) est presque entièrement électronique et respecte la stratégie « Priorité au numérique » de Tribunaux décisionnels Ontario pour la tenue des audiences. Cela signifie que, malgré la pandémie de COVID-19, la CRSEF a pu effectuer une transition rapide et mener ses activités avec un minimum de retards et de perturbations.

Afin d'améliorer sa capacité à respecter la norme de service de la CRSEF et de rationaliser son processus, la CRSEF a introduit une nouvelle directive de pratique sur la mise au rôle des conférences préparatoires et le changement d'une date d'audience, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021.

La CRSEF a également terminé son travail sur une nouvelle directive de pratique sur la communication avec la CRSEF. Cette nouvelle directive de pratique entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avr. 2021.

## Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CRSEF**

Indicateurs de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2020-2021	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018
Les conférences préparatoires en vertu des articles 119 et 120 auront lieu dans les 40 jours civils suivant le moment où la demande est jugée admissible.	50 %	50 %	52 %	57 %

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CRSEF - suite**

Indicateurs de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2020-2021	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018
Les audiences en vertu des articles 119 et 120 auront lieu dans les 60 jours civils suivant le moment où la demande est jugée admissible.	63 %	11 %	0 %	75 %
Demandes en vertu des articles 119 et 120 : les décisions et les ordonnances seront rendues dans les 30 jours civils suivant l'audience.	74 %	76 %	67 %	84 %
Pour toutes les autres demandes : la date de l'audience aura lieu dans les 30 jours suivant le dépôt de la demande ou la confirmation de l'admissibilité.	94 %	100 %	100 %	100 %
Les décisions ou ordonnances concernant les autres demandes seront rendues dans les 30 jours civils suivant la fin de l'audience.	100 %	100 %	100 %	100 %

**Remarques :**

La plupart des demandes ont été réglées à l'audience par médiation. Des audiences ont été prévues pour un nombre relativement faible de demandes, en fonction de la disponibilité des parties et du temps nécessaire à la collecte des informations pertinentes.

**Tableau 2 : Répartition des demandes à la CRSEF**

État de la demande	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Demandes reçues	179	270	338	380
Demandes traitées	210	294	371	344
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	57	88	112	145

# Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (CIVAC) établit les indemnités financières à accorder aux victimes d'actes de violence criminels commis en Ontario ou aux membres de la famille lorsque la victime est décédée. La CIVAC peut accorder des indemnités pour douleur et souffrances, perte de revenu, dépenses liées aux traitements, frais funéraires et autres coûts que les victimes d'actes criminels doivent assumer.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

## Points saillants des activités

En avr. 2019, le gouvernement de l'Ontario annonçait qu'il mettait fin progressivement aux activités de la CIVAC. La CIVAC a continué de recevoir des demandes jusqu'au 30 septembre 2019. La CIVAC réglera toutes les demandes en suspens avant de cesser ses activités.

En 2020-2021, la CIVAC a continué de traiter et de régler le reste des demandes dont elle était saisie. Le 1<sup>er</sup> avr. 2020, un objectif de rendement d'au moins huit pour cent de réduction mensuelle des dossiers a été fixé pour soutenir la réduction progressive en temps opportun des activités de la CIVAC.

La CIVAC continue de fournir un service de qualité aux victimes de la criminalité et reste ferme dans son engagement à assurer une réduction progressive et efficace de ses activités.

## Statistiques

**Tableau 1 : Répartition des demandes à la CIVAC**

<b>Demandes</b>	<b>2020-2021*</b>	<b>2019-2020*</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Demandes reçues	S.O.*	5 344	4 863	4 264
Dossiers fermés	5 127	5 204	5 842	3 856
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	1 040	5 907	4 894	5 169

### **Remarques :**

\*La CIVAC a cessé d'accepter les demandes en date du 30 septembre 2019.

**Tableau 2 : Indemnités selon le type de prestations**

Type de prestation accordée (en milliers de dollars)	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Douleur et souffrances	20 213 \$	23 015 \$	45 924 \$	32 810 \$
Perte de salaire	814 \$	761 \$	905 \$	654 \$
Frais médicaux	6 054 \$	5 005 \$	1 070 \$	566 \$
Frais funéraires	460 \$	426 \$	331 \$	237 \$
Frais juridiques liés à la demande	176 \$	142 \$	170 \$	96 \$
Autres pertes pécuniaires	196 \$	155 \$	152 \$	139 \$
<b>Total*</b>	<b>27 913 \$</b>	<b>29 504 \$</b>	<b>48 552 \$</b>	<b>34 502 \$</b>

**Remarques :**

Dans le cadre des modalités de l'arrêt progressif des activités de la CIVAC, celle-ci n'administrera plus les indemnités pour traitements futurs. Ces indemnités sont désormais versées en totalité intégralement à la requérante ou au requérant.

**Tableau 3 : Indicateurs de rendement de la CIVAC**

Norme	% de fois où la norme a été respectée 2020-2021	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018
La charge de travail sera réduite de 8 % par mois en vue de la dissolution.	75 %	S.O.	S.O.	S.O.
L'ordonnance sera rendue dans les 45 jours suivant la fin de l'audience, et le paiement sera effectué dans les 30 jours.	86 %	63 %	69 %	S.O.

# Commission de révision des placements sous garde

La Commission de révision des placements sous garde (CRPG) revoit les décisions de placement d'adolescents placés sous garde ou en détention et fait des recommandations à ce sujet au directeur provincial.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* et la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

## Points saillants des activités

Les efforts déployés par la CRPG pour améliorer sa réactivité et l'efficacité de ses processus lui ont permis de respecter ses indicateurs de rendement dans 100 % des cas. Les arbitres de la CRPG ont des connaissances et une expertise concernant les jeunes et la justice pour les jeunes, et s'efforcent de fournir un règlement des différends équitable, efficace et rapide. Dans tous les cas, un arbitre communique avec l'adolescente ou l'adolescent dans les 24 heures suivant la réception d'une demande.

La transition vers le travail à distance pendant la pandémie de COVID-19 s'est faite en douceur et sans retard notable. Comme les processus de la CRPG étaient déjà presque entièrement numériques, l'organisme a pu mener ses activités sans aucun retard ni aucune perturbation. Le travail de la CRPG, y compris la réception des demandes, se fait par voie électronique, et aucune modification du processus actuel n'a été nécessaire.

La COVID-19 a entraîné une réduction significative des demandes à la CRPG, en raison de la diminution du nombre de jeunes détenus dans des établissements de justice pour la jeunesse et des transferts entre les établissements de justice pour la jeunesse.

On s'attend à ce que l'augmentation du volume des demandes à la CRPG soit progressive et que la réduction des déplacements des jeunes dans les établissements de justice pour la jeunesse et entre ceux-ci se poursuive jusqu'à un stade avancé du processus de relance suite à la COVID-19.

## Statistiques

**Tableau 1 : Répartition des demandes à la CRPG**

<b>Demandes</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Demandes reçues	56	122	197	141
Demandes traitées	56	127	195	145
Dossiers actifs à la fin de l'exercice	1	2	7	5
Délais de traitement des dossiers (jours)	9	17	18	16

**Tableau 2 : Indicateurs de rendement de la CRPG**

<b>Norme</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2020-2021</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2019-2020</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2018-2019</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2017-2018</b>
L'examen commencera par un appel téléphonique effectué dans les 24 heures suivant la réception de la demande.	100 %	100 %	100 %	100 %
Les recommandations seront communiquées dans les 30 jours civils suivant la réception de la demande.	100 %	90 %	81 %	90 %

## Commission de la sécurité-incendie

La Commission de la sécurité-incendie (CSI) règle les différends et tient des audiences sur des questions touchant la sécurité-incendie, notamment les ordres d'inspecteurs ou du commissaire des incendies concernant la réalisation de réparations ou modification ou l'ajout d'installations dans un bâtiment, une structure ou un local.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

### Points saillants des activités

La CSI a continué de favoriser un règlement anticipé afin d'assurer le traitement efficace des dossiers, et elle en a ainsi fermé presque autant qu'elle en a ouvert.

Les appels actifs ont été traités à l'aide des conférences préparatoires pour clarifier les positions des parties et les points en litige, et pour déterminer si le différend pouvait être réglé sans audience. La CSI a atteint un pourcentage de règlement anticipé d'environ 80 %, la plupart des affaires ayant été réglées avant la tenue d'une audience.

La CSI a travaillé en étroite collaboration avec les parties prenantes pour déterminer les moyens de communiquer de manière plus efficace et efficiente sur les causes en cours. Ces consultations ont conduit le CSI à mettre à jour ses méthodes de dépôt électronique.

La CSI a également mis en œuvre un processus de suivi des décisions en suspens afin de s'assurer que les décisions sont rendues en temps opportun. Les agents de gestion des instances ont misé sur la technologie pour organiser les tâches afin d'assurer un examen et une action en temps opportun pour soutenir les processus de gestion des instances.

La CSI a utilisé pour la première fois la technologie vidéo lors d'une audience, permettant à une personne de témoigner par vidéoconférence, conformément à la stratégie « Priorité au numérique » de Tribunaux décisionnels Ontario pour la prestation des services.

## Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CSI**

Indicateurs de rendement	Cible	Pourcentage réel 2020-2021	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018
Une date d'audience sera fixée dans les 45 jours suivant le dépôt d'un dossier d'appel complet.	80 %	72 %*	82 %	100 %	96 %
Une décision sera rendue dans les 60 jours suivant la dernière audience.	80 %	86 %	100 %	60 %	22 %

**Remarques :**

La CSI tente de favoriser un règlement entre les parties, ce qui entraîne de multiples conférences préparatoires qui ont un impact sur la capacité de la CSI à fixer une date d'audience dans les 45 jours. La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les délais de règlement en raison de l'impossibilité pour les appelants d'effectuer des réparations/rénovations pour répondre aux exigences en matière de conformité. De plus, la COVID-19 a interrompu les audiences en personne, et il y a eu une période de transition jusqu'à ce que des services numériques soient établis pour la procédure d'audience. Étant donné que la CSI est tenue de former un quorum de trois arbitres, elle n'a pas été en mesure de respecter systématiquement ses indicateurs de rendement en raison d'une pénurie d'arbitres. Cette pénurie a été résolue par le recrutement de quatre nouveaux arbitres qui ont été nommés en octobre 2020 pour aider à faire face au volume de dossiers.

**Tableau 2 : Répartition des dossiers à la CSI**

Dossiers	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Dossiers d'appel ouverts	49	51	34	30
Dossiers d'appel clos	45	49	36	26
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	29	25	24	26
Audiences tenues	12	16	7	4
Décisions rendues	7	10	5	9



## Tribunal des droits de la personne de l'Ontario

Le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (TDPO) traite les allégations de discrimination et de harcèlement faites en vertu du Code des droits de la personne. Le TDPO offre d'abord aux parties l'occasion de régler leur différend par médiation; si les parties refusent la médiation ou si celle-ci est infructueuse, il tient une audience.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par le *Code des droits de la personne* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

### Points saillants des activités

La pandémie COVID-19 a accéléré de nombreuses initiatives déjà en cours au TDPO.

En réponse à la COVID-19, le TDPO a rapidement opté pour la tenue d'audiences par vidéoconférence à l'aide de Microsoft Teams, en complément de son utilisation de longue date des audiences par téléconférence. En novembre 2020, le TDPO a engagé les parties prenantes pour obtenir leurs commentaires sur la façon d'améliorer leur expérience des audiences électroniques. Le TDPO a donc reçu des commentaires utiles sur la façon d'améliorer l'accès à la justice, la fonctionnalité, les mesures d'adaptation et la transparence pour toutes les formes d'audience. Dans le cadre des commentaires reçus, à la fin de l'exercice 2020-2021, le TDPO a effectué une transition pour tenir certaines de ses audiences par Zoom.

Au cours du dernier exercice, le TDPO a fait des progrès considérables pour améliorer son modèle de gestion en cartographiant ses procédures actuelles, en déterminant les domaines d'efficacité et en commençant à élaborer un plan pour rendre les mesures d'efficacité opérationnelles. Au cours de cet exercice et des suivants, le TDPO continuera à normaliser et à consolider les diverses pratiques commerciales afin d'améliorer la capacité des parties à naviguer dans le TDPO et, en fin de compte, d'améliorer l'accès à la justice.

L'établissement d'un groupe de pratique de la médiation dirigé par un arbitre au troisième trimestre de l'exercice financier a concentré l'expertise du TDPO en matière de médiation et a entraîné une augmentation du nombre de médiations au quatrième trimestre. Les résultats de cette initiative étaient déjà apparents au quatrième trimestre de l'exercice, où le nombre moyen de jours pour fixer une date de médiation est passé de 258,5 jours au cours des trois premiers trimestres de l'exercice à 162 jours au quatrième trimestre, soit une amélioration de 96,5 jours par médiation en moyenne. Malgré la pandémie de la COVID-19, le TDPO a rendu un nombre comparable de décisions sur le fond et de décisions provisoires en 2020-2021 par rapport à 2019-2020 et a fait des progrès importants pour être à jour dans les décisions de révision qui étaient en suspens.

La pandémie de COVID-19 a affecté la composition des demandes du TDPO dans la mesure où un plus grand nombre de demandes ont été reçues dans le domaine social des biens, des services et des installations par rapport à l'emploi. L'augmentation des demandes concernant les biens, les services et les installations est en grande partie liée au port de masques dans les magasins, les institutions et autres espaces publics et privés. Reconnaisant le besoin public en matière de jurisprudence dans ce domaine en réponse à ces nouveaux types d'interactions, le TDPO a donné la priorité à un certain nombre de dossiers liés à COVID-19 pour répondre à cet environnement complexe et en évolution rapide.

### Statistiques

**Tableau 1 : Répartition des demandes au TDPO**

<b>Demande</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Demandes reçues	4 231	4 577	4 541	4 425
Demandes réactivées	108	113	57	27
Dossiers clos	2 582	3 299	4 460	3 137
Délais de traitement des dossiers (jours)	501*	419	391	352

**Remarques :**

La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les normes de service du TDPO. Les processus juridictionnels et opérationnels, tels que les audiences en personne, les médiations, le classement des documents, l'impression et les envois postaux, ont été interrompus pendant un certain temps, alors que des ajustements étaient effectués pour assurer la transition vers des environnements de travail à distance et la prestation en priorité des services numériques. Le personnel et les ressources juridictionnelles ont également constitué un défi pendant cette période, et le TDPO a continué à recevoir et à traiter des demandes. Le TDPO s'attaque au processus de recrutement afin de résoudre ce problème au cours du prochain exercice financier.

**Tableau 2 : Types de décisions rendues par le TDPO**

<b>Type de décision</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Décision finale sur le fond	55	50	65	97
Constat de discrimination	33	26	19	40
Absence de discrimination	22	24	46	57
Décisions provisoires (pour le traitement de questions procédurales)	422	424	826	752
Réexamen	185	90	147	136
Violation d'un règlement	17	10	22	24

**Tableau 3 : Demandes selon le domaine social**

Domaine social*	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Emploi	55 %	62 %	69 %	70 %
Biens, services et installations	33 %	25 %	26 %	26 %
Logement	9 %	9 %	8 %	8 %
Contrats	1 %	1 %	2 %	2 %
Adhésion à une association professionnelle	1 %	1 %	1 %	1 %
Aucun domaine social	1 %	2 %	1 %	1 %

**Remarques :**

\*Certaines demandes portant sur des allégations de discrimination dans plus d'un domaine social, les totaux peuvent dépasser 100 %.

**Tableau 4 : Demandes selon le motif**

Motifs	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Handicap	59 %	53 %	56 %	56 %
Représailles	26 %	28 %	25 %	23 %
Race	26 %	25 %	22 %	21 %
Couleur	18 %	18 %	15 %	14 %
Âge	12 %	14 %	12 %	13 %
Origine ethnique	17 %	18 %	14 %	15 %
Lieu d'origine	13 %	14 %	11 %	12 %
Situation de famille	11 %	12 %	10 %	10 %
Ancêtre	13 %	13 %	10 %	10 %
Sexe, grossesse et harcèlement sexuel	16 %	18 %	20 %	18 %
Sollicitation ou avances sexuelles	4 %	5 %	6 %	5 %
Orientation sexuelle	4 %	4 %	3 %	4 %
Identité sexuelle	6 %	5 %	4 %	5 %
Expression de l'identité sexuelle	3 %	3 %	3 %	3 %
Croyance	6 %	8 %	6 %	6 %
État matrimonial	6 %	6 %	5 %	5 %
Association	7 %	5 %	5 %	5 %
Citoyenneté	5 %	5 %	4 %	5 %
Casier judiciaire	2 %	2 %	2 %	2 %
État d'assisté social	1 %	2 %	2 %	2 %
Aucun motif	1 %	2 %	2 %	2 %

**Tableau 5 : Indicateurs de rendement du TDPO**

<b>Audiences et médiations</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2020-2021</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2019-2020</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2018-2019</b>	<b>% de fois où la norme a été respectée 2017-2018</b>
La première date de médiation proposée se situait dans les 150 jours suivant la date à laquelle la médiation a été acceptée par les parties.	26 %	27 %	62 %	84 %
La première date d'audience proposée se situait dans les 180 jours suivant la date à laquelle la requête est prête à être entendue.	11 %	7 %	35 %	38 %
Les décisions suivant les audiences d'une durée de trois jours ou moins seront rendues dans les 90 jours.	42 %	76 %	76 %	81 %
Les décisions suivant les audiences d'une durée de plus de trois jours seront rendues dans les 180 jours.	27 %	50 %	29 %	33 %

## Commission de la location immobilière

La Commission de la location immobilière (CLI) règle les différends locatifs entre locateurs et locataires et les différends relatifs aux expulsions dans les coopératives d'habitation à but non lucratif.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation* (LLUH) et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*. La CLI a également pour mandat de fournir des renseignements aux locateurs et aux locataires sur leurs droits et responsabilités en vertu de la LLUH.

En juillet 2020, l'Assemblée législative de l'Ontario a apporté un certain nombre de modifications à la LLUH et à l'un de ses règlements. Ces modifications ont nécessité des changements aux règles et procédures de la CLI, y compris la création de nouveaux formulaires, brochures, directives de pratique et lignes directrices d'interprétation de la CLI ou la modification des formulaires existants.

### Points saillants des activités

La CLI a mis en œuvre plusieurs initiatives en 2020-2021 pour rationaliser ses processus et relever les défis critiques.

Le 19 mars 2020, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a rendu une ordonnance qui suspendait les expulsions. La CLI a suspendu ses audiences liées aux demandes d'expulsion, sauf en cas de problème majeur, comme un acte illégal ou une détérioration marquée de la sécurité, et a décidé de mener ces audiences par téléphone et par écrit.

Lorsque les audiences pour les demandes d'expulsion ont repris le 1<sup>er</sup> août 2020, la CLI a mis en place un modèle d'audience par vidéoconférence, modifié tous ses processus et mis en place l'infrastructure nécessaire.

Pour soutenir ces initiatives, la CLI est déterminée à discuter de manière continue avec les parties prenantes afin de solliciter des commentaires et des suggestions. Depuis août 2020, la CLI rencontre régulièrement les parties prenantes au sujet des changements apportés aux règles et aux processus, conformément à la politique de consultation de Tribunaux décisionnels Ontario. La CLI a également reçu des soumissions écrites en réponse à deux séries d'engagement des parties prenantes sur le projet de loi 184, la *Loi de 2020 visant la protection des locataires et le renforcement du logement communautaire*.

Afin d'offrir un service opportun et adapté, la CLI a mis l'accent sur le renforcement de son effectif d'arbitres et compte aujourd'hui plus d'arbitres que jamais. Au 31 mars 2021, il y avait 37 arbitres à temps plein et 39 arbitres à temps partiel.

## Statistiques

**Tableau 1 : Demandes à la CLI**

Demande	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Demandes reçues*	48 422	80 874	82 095
Demandes réglées**	35 983	72 064	79 476
Dossiers actifs à la fin de l'exercice***	34 731	22 803	14 726

**Remarques :**

\*Les totaux ne comprennent pas les demandes d'expulsion des coopératives d'habitation à but non lucratif.

\*\*En 2020-2021, la plupart des demandes (40 %) ont été réglées à l'audience (contestation ou non-contestation ordonnée à l'audience; ordonnance faisant suite à une révision), par médiation (règlement par médiation; règlement par médiation ordonné à l'audience; 14 %) ou abandonnées (30 %).

\*\*\*Parfois, les demandes « réglées » sont réactivées dans le système de gestion de cas (par exemple, lorsque la CLI accueille la demande en révision d'une ordonnance). Ainsi, une même demande peut mener à plus d'un règlement. Par conséquent, le nombre de dossiers actifs à la fin de l'exercice n'équivaut pas nécessairement au nombre de demandes pour l'exercice précédent plus le nombre de « demandes reçues » et moins celui de « demandes réglées ».

**Tableau 2 : Demandes de locateurs, selon le type**

Type de dossier	Description de la demande	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
A1	Requête relative au champ d'application de la loi	96	102	126	96
A2	Sous-location ou cession	383	491	378	332
A3	Demande conjointe (comprend généralement une demande L1)	1 065	2 986	3 362	3 878
A4	Modification du montant de la réduction du loyer	109	86	173	220
L1	Résiliation et expulsion pour non-paiement du loyer	24 481	44 621	46 043	47 595
L2	Résiliation pour d'autres raisons et expulsion	11 031	15 732	13 945	11 404
L3	Résiliation sur préavis ou consentement du locataire	1 391	1 877	1 711	1 622
L4	Résiliation pour non-respect du règlement	1 551	5 156	5 571	5 552
L5	Augmentation supérieure au taux légal	404	758	717	559
L6	Révision d'un ordre provincial d'exécution de travaux	1	1	4	5

**Tableau 2 : Demandes de locateurs, selon le type - suite**

Type de cas	Description de la demande	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
L7	Transfert d'un locataire dans une maison de soins	6	1	5	1
L8	Changement de serrure par le locataire	25	41	39	29
L9	Demande visant la perception du loyer	1 104	900	1 394	1 218
<b>Total</b>		<b>41 647</b>	<b>72 752</b>	<b>73 738</b>	<b>72 511</b>

**Tableau 3 : Demandes de locataires reçues, selon le type**

Type de cas	Description de la demande	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
A1	Requête relative au champ d'application de la loi	64	85	116	91
A2	Sous-location ou cession	74	62	66	57
A3	Demande conjointe	583	1 610	1 780	1 798
A4	Modification du montant de la réduction du loyer	1	0	1	2
T1	Remboursement (p. ex. loyer illégal)	718	884	863	765
T2	Droits du locataire	3 145	3 072	3 053	2 832
T3	Diminution du loyer	68	78	148	71
T4	Manquement du locateur - augmentation supérieure au taux légal	4	4	1	3
T5	Avis de résiliation donné de mauvaise foi	316	408	355	295
T6	Entretien	1 795	1 914	1 970	1 818
T7	Compteurs individuels	7	5	4	6
<b>Total</b>		<b>6 775</b>	<b>8 122</b>	<b>8 357</b>	<b>7 738</b>

**Tableau 4 : Demandes d'expulsion de coopératives reçues, selon le type**

Type de dossier	Description de la demande	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
C1	Demande de résiliation de l'occupation et d'expulsion d'un membre de la coopérative pour non-paiement des frais de logement mensuels courants et aux fins de la perception des frais de logement que doit le membre de la coopérative	88	217	251	247
C1/2	Demandes C1 et C2 combinées	32	116	118	114
C2	Demande de résiliation de l'occupation du logement réservé au membre et d'expulsion du membre	73	141	107	86
C3	Demande de résiliation de l'occupation du logement réservé aux membres et d'expulsion du membre – fondée sur le consentement ou un avis du membre	3	3	6	6
C4	Demande de résiliation de l'occupation du logement réservé aux membres et d'expulsion du membre parce que celui-ci n'a pas respecté les conditions d'un règlement ou d'une ordonnance	22	91	81	89
<b>Total</b>		<b>218</b>	<b>568</b>	<b>563</b>	<b>542</b>

**Tableau 5 : Centre d'appels**

Appels	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Appels traités	197 927	201 871	242 892	272 719
Durée moyenne des appels	5 min 3 s	4 min 37 s	4 min 48 s	4 min 57 s
Temps d'attente moyen	15 min 57 s	17 min 36 s	15 min 18 s	9 min 04 s



**Tableau 6 : Indicateurs de rendement de la CLI**

<b>Indicateur de rendement</b>	<b>2020-2021*</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>
Les dates d'audience concernant des demandes L1 et L9 seront fixées dans les 25 jours ouvrables.	1 % (131,7 jours)	15 % (45,6 jours)	35 % (31,8 jours)
Les décisions (ordonnances) concernant des demandes L1 et L9 seront rendues dans les quatre jours ouvrables suivant l'audience finale.	21 % (22,4 jours)	58 % (5,8 jours)	70 % (4,6 jours)
Les dates d'audience concernant toute autre demande (hormis les demandes L5 et A4) seront fixées dans les 30 jours ouvrables.	16 % (108 jours)	16 % (52,7 jours)	37 % (36,7 jours)
Les décisions (ordonnances) concernant toute autre demande (hormis les demandes L5 et A4) seront rendues dans les 10 jours ouvrables suivant l'audience finale.	60 % (28,8 jours)	71 % (11,7 jours)	79 % (9,5 jours)

**Remarques :**

La CLI a rendu une ordonnance qui suspendait la plupart des évictions au cours des premiers mois de la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné des retards dans la mise au rôle des audiences. De plus, la COVID-19 a interrompu les audiences en personne, ce qui a entraîné une période de transition jusqu'à ce qu'un modèle de vidéoconférence soit établi pour les audiences. La CLI a apporté un certain nombre de changements pour remédier aux retards, notamment en établissant un processus d'audience accélérée, en mettant à jour un plan de mise au rôle et en s'engageant activement dans le recrutement d'arbitres pour aider à faire face au volume des dossiers.

**Tableau 7 : Demandes de révision**

<b>Demandes</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>
Nombre total de demandes de révision	1 370	3 238
Demandes de révision refusées	260	833
Demandes de révision ayant fait l'objet d'une audience	1 110	2 405

## Tribunal d'appel en matière de permis

Le Tribunal d'appel en matière de permis (TAMP) instruit des demandes et règle des différends concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis réglementées par le gouvernement provincial, y compris celles relevant d'autorités administratives désignées. Le TAMP compte deux grands services : Services généraux (SG-TAMP) et Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile (SAIAA-TAMP).

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par les lois suivantes :

- ◆ *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public*
- ◆ *Loi sur les huissiers*
- ◆ *Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance*
- ◆ *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*
- ◆ *Loi de 2015 sur les services de gestion de condominiums*
- ◆ *Loi sur les renseignements concernant le consommateur*
- ◆ *Loi de 2005 sur le classement des films*
- ◆ *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*
- ◆ *Code de la route*
- ◆ *Loi sur les alcools*
- ◆ *Loi de 2002 sur le commerce des véhicules automobiles*
- ◆ *Loi sur le régime de garanties des logements neufs de l'Ontario*
- ◆ *Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire*
- ◆ *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*
- ◆ *Loi sur le courtage commercial et immobilier*
- ◆ *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- ◆ *Loi de 2017 sur la vente de billets*
- ◆ *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*
- ◆ *Règl. de l'Ont. 332/12, section C, partie 3, pris en application de la Loi de 1992 sur le code du bâtiment*
- ◆ *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*
- ◆ *Loi de 1998 sur les condominiums*
- ◆ *Loi de 2002 sur la protection du consommateur*
- ◆ *Loi sur les pratiques de commerce discriminatoires*
- ◆ *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*
- ◆ *Loi sur les licences de courses de chevaux*
- ◆ *Loi de 1998 sur l'adoption internationale*
- ◆ *Loi sur les permis d'alcool*
- ◆ *Loi de 2017 sur l'agrément en matière construction de logements neufs (LACLN)*
- ◆ *Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques*
- ◆ *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire, Règl. de l'Ont. 279/02*
- ◆ *Loi de 2005 sur les services privés de sécurité et d'enquête*
- ◆ *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*
- ◆ *Loi de 2002 sur le secteur du voyage*
- ◆ *Loi de 1999 sur la société appelée Vintners Quality Alliance*

## Points saillants des activités

En raison de la pandémie et des décrets d'urgence provinciaux, les SG-TAMP ont connu une diminution substantielle des appels interjetés en vertu de la *Loi sur le régime de garanties des logements neufs de l'Ontario* et de la *Loi sur les permis d'alcool*.

La *Loi de 2017 sur l'agrément en matière construction de logements neufs (LACLN)* a été promulguée le 1<sup>er</sup> février 2021. Elle établit un mécanisme de réglementation pour les constructeurs et les vendeurs de logements neufs en Ontario. Un constructeur ou un vendeur qui demande un permis, ou qui est actuellement titulaire d'un permis en vertu de la LACLN, peut interjeter appel des intentions ou des ordonnances auprès du TAMP.

Le TAMP a modifié son processus de réception des demandes afin d'accepter les appels par courrier électronique pour les SG-TAMP et a constaté une augmentation substantielle des demandes déposées par voie électronique au SAIAA-TAMP. Le TAMP continue à promouvoir et à faciliter le règlement rapide de tous les différends entre les parties.

En avr. 2020, le TAMP a commencé à utiliser un nouveau modèle pour l'émission d'ordonnances/de rapports à l'issue d'une conférence préparatoire. Ce processus simplifié a permis de gagner en efficacité et d'améliorer la capacité du TAMP à fournir une réponse rapide à ces audiences. Ce changement a encore amélioré la capacité du TAMP à fixer plus rapidement la date d'une audience sur le fond. L'efficacité de ce changement est illustrée dans le tableau 3.

### Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement des SG-TAMP**

Indicateurs de rendement	Cible	Pourcentage réel 2020-2021	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018
Une audience aura lieu dans les 30 jours suivant le dépôt d'un appel en bonne et due forme concernant l'invocation de raisons médicales pour ne pas s'être conformé à une disposition du <i>Code de la route (CR)</i> , la mise en fourrière d'un véhicule en vertu du <i>CR</i> , ou une ordonnance de suspension immédiate relative à des opérations ou à des privilèges d'opérations	80 %	99 %	95 %	88 %	74 %

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement des SG-TAMP - suite**

<b>Indicateurs de rendement</b>	<b>Cible</b>	<b>Pourcentage réel 2020-2021</b>	<b>Pourcentage réel 2019-2020</b>	<b>Pourcentage réel 2018-2019</b>	<b>Pourcentage réel 2017-2018</b>
L'audience aura lieu avant l'expiration du délai légal concernant une ordonnance de suspension immédiate, lorsque ce délai expire dans moins de 30 jours.	100 %	100 %	100 %	83 %	100 %
Pour tous les autres types d'appels, la date de la première audience sera fixée dans les 60 jours suivant le dépôt d'un appel en bonne et due forme.	80 %	96 %	94 %	64 %	68 %
La décision définitive sera rendue dans les 30 jours suivant la dernière audience.	80 %	74 %	54 %	52 %	63 %

**Tableau 2 : Répartition des dossiers des SG-TAMP**

<b>Dossiers</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Dossiers d'appels ouverts	483	686	614	501
Dossiers d'appel clos	455	736	620	464
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	164	138	186	189
Conférences préparatoires tenues	574	902	768	373
Audiences tenues	245	333	350	204
Décisions rendues	157	228	229	155

**Tableau 3 : Indicateurs de rendement du SAIAA-TAMP**

Indicateurs de rendement	Cible	Pourcentage réel 2020-2021	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019
Une conférence préparatoire aura lieu dans les trois mois suivant la réception de l'appel ou de la demande*.	80 %	1 %**	1 %	6 %
Une ordonnance/un rapport sera émis dans les 30 jours suivant la fin de la conférence préparatoire.	80 %	87 %	31 %	65 %
Une audience aura lieu dans les trois mois suivant une conférence préparatoire.	80 %	11 %**	7 %	30 %
Une décision sera rendue dans les trois mois suivant la fin de l'audience.	80 %	29 %**	21 %	39 %
La demande ou l'appel sera résolu dans un délai de neuf mois.	80 %	72 %	76 %	90 %

**Remarques :**

D'après les données du Tribunal, la plupart des audiences sont fixées environ 22 semaines après réception. Lorsqu'elles sont fixées plus tôt, il y a souvent des demandes de report importantes en raison de la disponibilité des parties et du temps nécessaire pour recueillir les renseignements à l'appui. Pendant cette période initiale, on laisse également aux parties le temps de régler elles-mêmes le litige en tenant des pourparlers de règlement.

\*\*Le TAMP n'a pas été en mesure de respecter tous ses indicateurs de rendement en raison de l'augmentation du nombre de recours/demandes reçus et des défis en matière de ressources. Le TAMP travaille activement à résoudre ce problème au cours du prochain exercice.

**Tableau 4 : Répartition des dossiers au SAIAA-TAMP**

<b>Dossiers</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Nombre d'appels reçus	15 619	14 711	13 565	10 125
Dossiers d'appel clos	13 712	12 087	10 390	7 967
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	12 066	9 571	7 341	4 241
Conférences préparatoires tenues	11 519	9 971	8 819	5 756
Audiences tenues	556	656	369	490
Décisions rendues	664	396	369	331
Demandes réglées ou retirées*	13 011	11 433	10 021	7 636

**Remarques :**

\*Ce chiffre comprend le nombre de dossiers administrativement clos, rejetés, retirés ou réglés avant la fin de l'audience.

## Commission civile de l'Ontario sur la police

La Commission civile de l'Ontario sur la police (CCOP) statue sur des demandes, mène des enquêtes et règle des différends relativement à la surveillance et à la prestation des services policiers. Elle entend les appels interjetés contre des décisions disciplinaires des services de police et effectue des enquêtes sur la conduite de chefs de police, d'agents de police et de membres des commissions des services policiers.

La CCOP compte deux divisions : une division décisionnelle et une division des enquêtes. Ces divisions exercent leurs activités de façon indépendante sous la direction d'un greffier.

Adoptée en mars 2019 par l'Assemblée législative de l'Ontario, la *Loi de 2019 sur la refonte complète des services de police de l'Ontario* a apporté de nombreux changements à la surveillance des services policiers dans la province. La CCOP ne faisait pas partie du nouveau cadre de surveillance et sera dissoute après une période de transition appropriée. La majorité de ses fonctions seront assumées par l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre (actuellement le BDIEP), l'inspecteur général des services policiers et la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario (actuellement la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario).

### Points saillants des activités

En réponse à la pandémie de COVID-19, la CCOP a intégré avec succès la technologie vidéo dans ses processus en mai 2020; cependant, les délais pour la mise au rôle des audiences et le règlement des appels ont été touchés par la disponibilité des avocats des parties pendant la pandémie. La CCOP continue de chercher des moyens de tirer parti de la technologie pour rationaliser le processus d'audience dans un souci d'efficacité.

Les équipes juridiques et de gestion des instances ont mis au point un processus plus efficace pour rationaliser la correspondance entrante des parties impliquées dans les enquêtes. Cela inclut la mise en place d'un système de suivi robuste et de règles d'affectation des noms cohérentes.

### Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CCOP**

Indicateurs de rendement	Cible	2020-2021	2019-2020 Réel	2018-2019 Réel	2017-2018 Réel
Une conférence préparatoire aura lieu dans les trois mois suivant la réception de la demande ou de l'appel	80 %	90 %	92 %	43 %	29 %

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement de la CCOP - suite**

Indicateurs de rendement	Cible	2020-2021	2019-2020 Réel	2018-2019 Réel	2017-2018 Réel
Une audience aura lieu dans les trois mois suivant la conférence préparatoire	80 %	0*	64 %	S.O.	100 %
Une décision sera rendue dans les trois mois suivant la fin de l'audience	80 %	15 %*	33 %	38 %	24 %
L'appel ou la demande sera réglé dans les neuf mois suivant sa réception	80 %	25 %*	50 %	S.O.	S.O.
Les demandes d'approbation aux termes du paragraphe 54 (1) seront traitées dans les cinq jours ouvrables suivant leur réception	80 %	91 %	97 %	100 %	100 %

**Remarques :**

La pandémie de COVID-19 a touché l'horaire des audiences et le règlement des appels en raison de la disponibilité des avocats des parties. De plus, la COVID-19 a interrompu les audiences en personne, ce qui a entraîné une période de transition jusqu'à ce qu'un modèle de vidéoconférence soit établi pour déterminer les moyens de rationaliser son processus pour plus d'efficacité.

**Tableau 2 : Répartition des dossiers de la CCOP**

Dossiers	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Dossiers d'appel ouverts	9	12	14	13
Dossiers d'appel clos	14	6	15	28
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	10	6	10	12
Audiences tenues	7	11	8	19
Décisions rendues	13	3	13	29
Demandes d'enquête reçues	3	2*	30	20
Dossiers d'enquête clos	2	13	17	23
Dossiers d'enquête en cours	6	7	18	5

**Remarques :**

\*La définition de « demandes d'enquête reçues » a été modifiée.



## Commission ontarienne des libérations conditionnelles

La Commission ontarienne des libérations conditionnelles (COLC) rend des décisions concernant la libération conditionnelle des demandeurs qui purgent une peine de moins de deux ans dans un établissement correctionnel provincial. Elle se prononce également sur les demandes d'absence temporaire d'un établissement correctionnel de plus de 72 heures.

Lorsqu'elle examine les demandes de libération conditionnelle et d'absence temporaire, la COLC fait de la sécurité publique sa priorité.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

### Points saillants des activités

En réponse à la pandémie de COVID-19, la COLC a commencé à tenir des audiences en utilisant le modèle d'audience par téléconférence dans les établissements provinciaux de l'Ontario. Cette démarche a été facilitée par les modifications apportées au paragraphe 44 (3) du Règlement de l'Ontario 778, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avr. 2020 et qui permettent de tenir des audiences par écrit ou par voie électronique, y compris par téléconférence.

La COLC a continué de mettre en œuvre des mesures visant à assurer la participation des victimes et à offrir des services adaptés à la culture, tels que les audiences sous forme de cercle, aux demandeurs autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis) dans la mesure du possible. Un guide complet sur la tenue des téléconférences, qui fournit des conseils pour assurer la participation et maintenir la confidentialité des audiences, continue d'être utilisé pour former les nouveaux arbitres de la COLC qui tiennent des audiences par téléconférence.

La pandémie a mis à l'épreuve le travail de la COLC auprès des communautés autochtones, car de nombreuses audiences tenues avec l'aide d'un aîné n'ont plus eu lieu en personne, et les limites des téléconférences ont diminué l'impact positif des audiences adaptées à la culture. La COLC continue de chercher des solutions pour offrir des services de vidéoconférence pour les audiences sous forme de cercle.

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2020 et le 31 mars 2021, la COLC a intégré 11 nouveaux arbitres à temps partiel en utilisant une formation en classe modifiée pour inclure des modules d'éducation supplémentaires présentés par des arbitres expérimentés de la COLC. Les nouveaux modules consistaient en un mentorat par les pairs, une observation des audiences et une formation à la rédaction de décisions.

## Statistiques

### Indicateurs de rendement de la COLC

Indicateurs de rendement	Cible	Pourcentage réel 2020-2021	Pourcentage réel 2019-2020	Pourcentage réel 2018-2019	Pourcentage réel 2017-2018	Pourcentage réel 2016-2017
Une audience aura lieu et une décision sera rendue avant la date d'admissibilité du demandeur à la libération conditionnelle	80 %	81 %	88 %	100 %	100 %	100 %

**Remarques :**

Dans certains cas, plus de temps peut être nécessaire en raison de problèmes techniques ou opérationnels.

### Répartition des dossiers à la COLC

Dossiers	2020-2021	2019-2020	2018-2019*	2017-2018	2016-2017
Nombre d'appels reçus	3 012	4 220	3 828	5 409	4 377
Décisions rendues	3 012	4 220	3 828	4 015	3 038

**Remarques :**

Depuis décembre 2017, la COLC examine les demandes de libération conditionnelle des détenus purgeant une peine de six mois ou plus avant qu'ils ne soient admissibles à une telle libération, comme l'exige la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

\*En raison des différences dans la comptabilisation des demandes reçues, des décisions rendues et des audiences, les chiffres diffèrent grandement de ceux des exercices précédents (où la COLC s'appuyait sur des statistiques du ministère du Solliciteur général). Les chiffres des exercices précédents ne sont donc pas directement comparables.

## Aperçu des audiences de la COLC

	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>
Nombre d'audiences en personne	0*	1 756	2179
Nombre d'audiences électroniques tenues (vidéoconférences et conférences)	1 268	77	S.O.
Nombre d'audiences sur pièces	1 744	2 387	1 649
Nombre total de jours d'audience	928	833	1 198

**Remarque :**

\*Non applicable en raison des impacts de la COVID-19.

## Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais)

Les Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (TEDO) entendent les appels interjetés par les parents qui n'ont pas réussi à résoudre leur différend avec leur conseil scolaire quant à l'identification et au placement d'un élève surdoué ou en difficulté.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi sur l'éducation* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

### Points saillants des activités

Peu d'appels ayant été déposés au cours du dernier exercice, les TEDO ont continué, tout au long de l'année 2020-2021, à faire preuve d'efficacité et d'efficience afin d'assurer l'accès à la justice pour les parents et les conseils scolaires de l'Ontario.

Au total, deux demandes ont été reçues. Un appel a été réglé et rejeté par décision pour cause d'absence de compétence. Le TEDO (français) n'a reçu aucune demande au cours de l'exercice.

### Statistiques

**Tableau 1 : Indicateurs de rendement du TEDO**

Indicateurs de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2020-2021	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020
La médiation ou l'audience de tous les appels sera fixée dans les 120 jours suivant la soumission de la réponse	100 %	100 %
Les décisions seront rendues dans les 90 jours	100 %	100 %

## Tribunal de l'aide sociale

Le Tribunal de l'aide sociale (TAS) évalue les appels des requérants à qui l'on a refusé l'aide sociale et des bénéficiaires de l'aide sociale qui interjettent appel d'une décision concernant leur admissibilité ou le montant auquel ils ont droit.

Ses pouvoirs et sa compétence lui sont conférés par la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail*, la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* et la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

### Points saillants des activités

En réponse à la pandémie de COVID-19, le TAS a converti toutes les audiences en personne en audiences par téléphone, et le personnel a reçu la technologie et le soutien nécessaires pour réussir la transition vers le travail à distance.

Le 18 janvier 2021, le TAS a tenu une réunion avec les parties prenantes et a renouvelé son engagement à se réunir avec les parties prenantes deux fois par an. L'objectif de cette réunion était de discuter et d'échanger des renseignements concernant le recrutement des arbitres du TAS, les soumissions électroniques pour les bureaux du programme Ontario au travail (OT) et l'accès à la technologie.

Le TAS a apporté des améliorations à son système de gestion des instances en ajoutant de nouveaux rapports, en mettant à jour les lettres et en créant de nouveaux avis pour la plateforme Microsoft TEAMS. Ces ajouts ont permis de rationaliser les activités quotidiennes et d'améliorer la prestation de services au public en temps opportun du TAS.

Le TAS a continué d'améliorer le processus de réception de documents électroniques provenant des cliniques juridiques et d'organismes intimés. À l'heure actuelle, l'Unité des décisions sur l'admissibilité des personnes handicapées, les bureaux du POSPH et les bureaux du programme OT à Toronto fournissent des documents par voie électronique. Le TAS a également travaillé avec plusieurs bureaux du programme OT dans d'autres municipalités afin de pouvoir fournir des documents par voie électronique également.

Le TAS a continué d'améliorer le programme de mesure de règlement anticipé (MRA), en fixant la date d'une séance de règlement anticipé dans les 30 jours suivant la date à laquelle l'appel a été interjeté. En 2020-2021, le TAS a tenu 1 979 séances dans le cadre du programme MRA. Le taux de règlement était d'environ 32 %.

### Statistiques

**Tableau 1 : Appels au TAS**

Appels	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Demandes reçues	6 931	10 520	8 699	10 124
Appels clos	5 210	7 579	9 048	10 618

**Tableau 2 : Appels au TAS, selon le programme**

Type de décision	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
POSPH	6 546	9 845	8 122	9 437
Programme OT	384	674	577	687
Total	6 931	10 520	8 699	10 124

**Tableau 3 : Appels liés au POSPH, selon la catégorie**

Catégorie d'appel – POSPH	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Refus	5 879	8 853	7 178	8 234
Annulation et suspension	210	352	338	580
Montant et réduction	438	593	546	569
Autre	19	47	60	54
Total	6 546	9 845	8 122	9 437

**Tableau 4 : Appels liés au programme OT, selon la catégorie**

Catégorie d'appel – OT	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Refus	58	113	126	146
Annulation et suspension	111	225	176	224
Montant et réduction	212	325	268	310
Autre	3	11	7	7
Total	384	674	577	687

**Tableau 5 : Décisions liées au POSPH, selon le résultat**

Décision – POSPH	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Accordé	1 531	2 492	3 025	3 481
Refusé	790	1 157	1 293	1 312
Refusé en l'absence de l'intéressé*	261	445	630	640
Autre**	90	165	242	195
Total	2 672	4 259	5 190	5 628

**Remarques :**

\*L'appelant ne s'est pas présenté à l'audience.

\*\*Remarque supplémentaire : Par « autre », on entend notamment : une ordonnance sur consentement; un appel ne pouvant être interjeté devant le tribunal; un appel interjeté trop tard; une question hors compétence; une question réglée ou retirée; un dossier renvoyé au directeur ou à l'administrateur afin qu'il réexamine la décision originale selon les directives du tribunal.

**Tableau 6 : Décisions liées au programme OT, selon le résultat**

Décision – OT	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018
Accordé	56	75	93	114
Rejeté	36	74	69	81
Rejeté en l'absence de l'intéressé*	42	55	86	94
Autre**	19	36	40	52
Total	153	240	288	341

**Remarques :**

\*L'appelant n'était pas présent à l'audience.

\*\*Remarque supplémentaire : Par « autre », on entend notamment : une ordonnance sur consentement; un appel ne pouvant être interjeté devant le tribunal; un appel interjeté trop tard; une question hors compétence; une question réglée ou retirée; un dossier renvoyé au directeur ou à l'administrateur afin qu'il réexamine la décision originale selon les directives du tribunal.

**Tableau 7 : Indicateurs de rendement du TAS**

Indicateurs de rendement	% de fois où la norme a été respectée 2020-2021	% de fois où la norme a été respectée 2019-2020	% de fois où la norme a été respectée 2018-2019	% de fois où la norme a été respectée 2017-2018
Les appels seront planifiés et un avis d'audience sera envoyé au plus tard 30 jours après la réception de l'appel				
et	2 %*	36 %	94 %	87 %
La date de l'audience sera fixée au plus tard 180 jours après la date de l'avis d'audience				
Les décisions sont rendues dans les 30 jours suivant la fin de l'audience	74 %	66 %	57 %	67 %

**Remarques :**

Le TAS n'a pas été en mesure de respecter tous ses indicateurs de rendement en raison de l'augmentation du nombre de dossiers reportés au cours de l'exercice précédent, la transition des audiences en personne vers les audiences à distance en raison de la pandémie et des défis en matière de ressources. Le TAS travaille activement à résoudre ces problèmes au cours du prochain exercice.

**Tableau 8 : Répartition des dossiers au TAS**

<b>Dossiers</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2019-2020</b>	<b>2018-2019</b>	<b>2017-2018</b>
Nombre d'appels reçus	6 931	10 520	8 699	10 124
Dossiers d'appel clos	5 210	7 579	9 048	10 618
Dossiers d'appel actifs à la fin de l'exercice	10 984	9 267	6 326	6 675
Audiences tenues	4 469	6 694	7 795	7 891
Décisions rendues	2 825	4 499	5 478	5 969



# Sommaire financier

## Sommaire financier

Le sommaire financier 2020-2021 comprend les dépenses agrégées de Tribunaux décisionnels Ontario et de Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario. Le groupe Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario a été créé en juillet 2020, et la structure de rapports financiers est demeurée inchangée, les deux organismes faisant rapport par le biais de l'allocation de fonds de Tribunaux décisionnels Ontario jusqu'en mars 2021. Le sommaire financier comprend également les paiements de transfert de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels et les dépenses du Tribunal d'appel en matière de permis - Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile, qui sont entièrement recouvrables auprès de l'industrie de l'assurance.

Tribunaux décisionnels Ontario poursuit l'examen de ses activités pour déterminer les gains d'efficacité et moderniser et simplifier ses pratiques et processus, de façon à offrir de meilleurs services aux Ontariennes et aux Ontariens.

**Tableau 1A : Comparaison des dépenses de Tribunaux décisionnels Ontario**

Dépenses	2020-2021*	2019-2020	2018-2019
Traitements et salaires	55 913 912 \$	57 142 608 \$	61 119 103 \$
Avantages sociaux	8 173 465 \$	8 247 600 \$	8 854 704 \$
Transports et communications	1 582 358 \$	3 305 645 \$	4 089 742 \$
Services	16 967 922 \$	17 500 623 \$	19 252 844 \$
Fournitures et matériel	447 767 \$	593 828 \$	744 740 \$
Recouvrements	(395 806) \$	(343 251 \$)	(395 500 \$)
<b>Total</b>	<b>82 689 618 \$</b>	<b>86 447 053 \$</b>	<b>93 665 633 \$</b>

**Remarques :**

\*Le groupe Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario a été formé le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Ces données comprennent les dépenses de Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario.

**Tableau 1B : Dépenses de Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario**

Dépenses	2020-2021*
Traitements et salaires	5 717 299 \$
Avantages sociaux	691 339 \$
Transports et communications	124 112 \$
Services	1 460 034 \$
Fournitures et matériel	91 549 \$
<b>Total</b>	<b>8 084 333 \$</b>

**Remarque :**

\*Le groupe Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario a été formé le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Les dépenses fiscales de 2020-2021 de Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario sont comprises dans le tableau.

## Tableau 2 : Comparaison des indemnités versées par la CIVAC à des victimes de crimes violents

En avril 2019, le gouvernement de l'Ontario a annoncé la fermeture progressive de la CIVAC. La CIVAC a continué de recevoir des demandes jusqu'au 30 septembre 2019. En 2020-2021, la CIVAC a versé au Trésor 6 770 \$ en montants recouverts par les requérants dans le cadre d'actions civiles, conformément au paragraphe 26 (5.1) de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*.

Indemnités pour les victimes de crimes violents	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Indemnités versées par la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels à des victimes de crimes violents	12 863 168 \$	48 669 519 \$	45 267 651 \$

## Tableau 3 : Comparaison des revenus de Tribunaux décisionnels Ontario

Les revenus de Tribunaux décisionnels Ontario sont transférés au Trésor.

Frais de dépôt de requêtes	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Droits de dépôt de requêtes de la Commission de révision de l'évaluation foncière	944 219 \$	386 668 \$	908 831 \$
Droits de dépôt de requêtes de la Commission de la location immobilière	8 226 939 \$	13 024 804 \$	13 227 485 \$
Droits de dépôt de requêtes du Tribunal d'appel en matière de permis	1 730 464 \$	1 478 755 \$	1 395 644 \$
Tribunal d'appel de l'aménagement local	615 245 \$	302 005 \$	293 506 \$
<b>Total</b>	<b>11 516 867 \$</b>	<b>15 192 232 \$</b>	<b>15 825 466 \$</b>
<b>Remboursement des dépenses</b>			
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile**	14 367 035 \$	15 571 803 \$	16 498 761 \$

### Remarques :

\*Les droits de dépôt de requêtes comprennent également les frais perçus pour les demandes d'accès à l'information FOI et les articles en vente, comme les photocopies, les copies certifiées des ordonnances et l'enregistrement des audiences.

\*\*Le 1<sup>er</sup> avril 2016, le Tribunal d'appel en matière de permis a commencé à traiter les demandes faites en vertu de la *Loi sur les assurances* et de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales dans le cas du SAIAA-TAMP. Les dépenses du SAIAA-TAMP sont entièrement recouvrées auprès des compagnies d'assurance. Le Règlement 160/16 établit un système de points pour calculer la part de l'évaluation attribuée à chaque assureur, selon leur utilisation du service.

**Tableau 4 : Rémunération des personnes nommées aux tribunaux décisionnels et aux organismes de réglementation**

Poste	Personnes nommées à temps plein (rémunération annuelle)			Personnes nommées à temps partiel (rémunération journalière)			
	Deux premières années	Trois années suivantes	Cinq dernières années	Deux premières années	Trois années suivantes	Cinq dernières années	Fonc. prof. / relations de travail
Présidents exécutifs	200 780 \$	212 564 \$	224 349 \$	858 \$			S.O.
Présidents	174 184 \$	186 621 \$	199 059 \$	744 \$			788 \$
Présidents associés	174 184 \$	186 621 \$	199 059 \$	744 \$			788 \$
Vice-présidents	136 545 \$	146 311 \$	156 077 \$	583 \$			788 \$
Arbitres	110 482 \$	118 378 \$	126 273 \$	472 \$			788 \$

**Tableau 5 : Rémunération des arbitres à temps plein et à temps partiel**

Tribunaux décisionnels Ontario	2020-2021	2019-2020	2018-2019
Rémunération des arbitres à temps plein	17 220 889 \$	18 393 445 \$	20 744 306 \$
Rémunération des arbitres à temps partiel	6 448 500 \$	6 686 014 \$	8 273 933 \$
<b>Total</b>	<b>23 669 389 \$</b>	<b>25 079 459 \$</b>	<b>29 018 239 \$</b>

# Annexe

## Membres

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Ahlfeld, Pamila	TAS	Vice-présidente à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2020
Akram, Khalid	CLI	Arbitre à temps plein	25 juin 2020	24 juin 2022
Ambeau, Thomas	CLI	Arbitre à temps partiel	21 janv. 2021	20 janv. 2023
Anwar-Ali, Sonia	CLI	Arbitre à temps plein	18 avr. 2019	17 avr. 2024
Aquilina, Nancy	TAMP	Arbitre à temps plein	14 janv. 2021	13 janv. 2023
Arpino, Marianna	TAAL	Arbitre à temps plein	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Atkinson, Sarah	TDPO	Arbitre à temps partiel	5 janv. 2015	4 janv. 2023
Aulbrook, Randy	CLI	Arbitre à temps plein	17 janv. 2019	16 janv. 2022
Awad, Katie	TAMP	Arbitre professionnelle à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Awoleri, Subuola	CREF	Arbitre à temps plein	16 nov. 2016	20 nov. 2021
Ballagh, Margot	TAAL	Arbitre à temps plein	13 sept. 2019	12 sept. 2021
Barazzutti, Lisa	CIVAC	Arbitre à temps partiel	20 oct. 2010	31 déc. 2021
Beccarea, Robert	TAAL	Arbitre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Bednarek, Ken	CREF	Président associé à temps plein	21 janv. 2021	20 janv. 2023
Best, Bruce*	TDPO*	Vice-président à temps plein	30 sept. 2015	29 sept. 2021
Bhullar, Jatinder	TAAL	Arbitre à temps plein	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Bickley, Catherine+	CRSEF	Vice-présidente à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2022
	CRPG	Vice-présidente à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2022
Billich, Samuel	COLC	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	24 mars 2023
Bishop, Gregory	TAAL	Vice-président à temps plein	11 juin 2020	6 juin 2022
Bishop, Gregory*	TAAL*	Arbitre à temps plein	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Bishop, Peter*	TAS*	Arbitre à temps partiel	10 déc. 2020	9 déc. 2022
Blair, Jay	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Boivin, Ronald*	CLI*	Arbitre à temps partiel	20 août 2020	19 août 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Borer, Mark	TDPO	Arbitre à temps plein	6 déc. 2019	5 déc. 2021
Bouchard, Josée*	TDPO*	Vice-présidente à temps plein	7 janv. 2016	6 janv. 2021
Boyce, Jesse*+	CESA	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CSI	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	TAMP	Vice-président à temps plein	12 nov. 2020	12 nov. 2020
	TAMP*	Arbitre à temps plein	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CCOP	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	COLC	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
Bradley, Janet	TAAL	Arbitre à temps partiel	5 sept. 2019	4 sept. 2020
Braun, Shannon*+	TAMP*	Arbitre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
	TAS*	Arbitre à temps partiel	21 mars 2019	27 mars 2021
Brkic, Aleksandar	CLI	Arbitre à temps plein	25 oct. 2019	24 oct. 2021
Brouillet, Terry	TAS	Arbitre à temps partiel	12 juin 2013	11 juin 2023
Brown, David	TAAL	Arbitre à temps plein	26 juin 2019	25 juin 2021
Brown, Eric	TAS	Arbitre à temps plein	14 janv. 2021	13 janv. 2023
Bruce, Laurie	TE	Arbitre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2024
Bruno, Anthony	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Bryan Schmale, Julia	COLC	Arbitre à temps partiel	3 déc. 2020	2 déc. 2022
Bryson, Chantelle	TAAL	Arbitre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2020
Burke, William+	CLI	Arbitre à temps partiel	25 oct. 2019	24 oct. 2021
	TAS	Arbitre à temps plein	22 juill. 2015	25 juill. 2024
Burstyn, Marla	TDPO	Arbitre à temps plein	20 févr. 2020	19 févr. 2022
Burton, Gillian	TAAL	Arbitre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Campin, Elisabeth	TDPO	Arbitre à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2023
Carey, Ruth	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 août 2015	11 août 2025
Carson, Trish	CLI	Arbitre à temps partiel	21 janv. 2021	20 janv. 2023
Case, Rebecca	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Castel, Jacqueline+	TAMP	Arbitre à temps partiel	1 <sup>er</sup> avr. 2011	2 oct. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CCOP	Arbitre à temps partiel	3 oct. 2012	2 oct. 2022
Caterina, Mindy	CSI	Arbitre à temps partiel	3 déc. 2020	2 déc. 2022
Cavdar, Jessica	TAMP	Arbitre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2023
Chakravarti, Monica	TAMP	Arbitre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2024
Chapelle, Simon*	COLC	Président associé à temps plein	24 sept. 2020	23 sept. 2022
	COLC*	Arbitre à temps partiel	2 févr. 2017	16 janv. 2022
Charette, Louise+	COLC	Arbitre à temps partiel	3 déc. 2020	2 déc. 2022
	CIVAC	Arbitre à temps partiel	11 janv. 2017	27 févr. 2022
Cheng, Shu-Tai*	TAAL*	Arbitre à temps plein	18 mars 2020	17 mars 2022
Chipman, Dale	TAAL	Arbitre à temps plein	17 oct. 2019	16 oct. 2020
Cho, Harry	CLI	Arbitre à temps plein	31 oct. 2013	30 oct. 2023
Ciriello, Monica	CIVAC	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	31 déc. 2021
Clarke, Susan+	CESA	Arbitre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
Cleghorn, Kevin Gordon+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	12 avr. 2017	8 mai 2022
	TDPO	Arbitre à temps partiel	19 janv. 2011	18 janv. 2021
Clendenning, Stephanie*	CLI*	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Cogan, Tami	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Colbourne, Douglas	TAAL	Arbitre à temps partiel	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Cole, Emily	TAS	Arbitre à temps partiel	12 nov. 2020	11 nov. 2022
Connell, Jessica*	TDPO	Vice-présidente à temps plein	7 janv. 2021	6 janv. 2023
	TDPO*	Arbitre à temps plein	6 juin 2019	5 juin 2021
Conway, Patricia+	TAMP	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
	COLC	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Cooke, Steven	TAAL	Arbitre à temps plein	5 sept. 2019	4 sept. 2023
Corapi, Daniela*	TAMP	Arbitre à temps partiel	24 avr. 2020	23 avr. 2021
	TAMP*	Arbitre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2020



Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Crljenica, Theodore+	TAMP	Vice-président à temps partiel	23 mars 2016	22 mars 2021
	CCOP	Vice-président à temps partiel	23 mars 2016	22 mars 2021
Dann, Simon	TDPO	Arbitre à temps partiel	1 <sup>er</sup> oct. 2020	30 sept. 2022
Daud, Syed Muhammad Aslam	TDPO	Vice-président à temps plein	25 juin 2020	24 juin 2022
De Leon-Culp, Cristina	CLI	Arbitre à temps plein	30 sept. 2015	29 sept. 2020
Della Fortuna, Sergio	COLC	Arbitre à temps plein	24 nov. 2010	23 nov. 2020
Dhanani, Zahra	TAMP	Arbitre à temps partiel	12 avr. 2017	29 mai 2022
Di Salle, Michael	CLI	Arbitre à temps plein	20 août 20	19 août 2021
DiCesare, Lisa+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	9 janv. 2020	31 déc. 2022
	TAS	Arbitre à temps partiel	17 juin 2015	31 déc. 2022
Dietrich, Denise+	COLC	Arbitre à temps partiel	26 oct. 2020	25 oct. 2022
	TAS	Arbitre à temps plein	22 oct. 2020	21 oct. 2022
Douglas, John	TAAL	Arbitre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2020
Doyle, Maureen+	TDPO	Vice-présidente à temps plein	7 févr. 2011	6 févr. 2021
	TEDO - anglais	Arbitre à temps partiel	28 août 2013	6 févr. 2021
	TEDO - français	Arbitre à temps partiel	28 août 2013	6 févr. 2021
Driesel, Sandra	TAMP	Arbitre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Ebner, Frank	CLI	Arbitre à temps partiel	21 janv. 2021	20 janv. 2023
Edu, Jitewa	CLI	Arbitre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2023
Ellery, Leonard	CIVAC	Arbitre à temps partiel	14 févr. 2020	13 févr. 2022
Farlam, Avril+	CSI	Vice-présidente à temps partiel	7 janv. 2021	6 janv. 2023
	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	30 juin 2016	29 juin 2021
Ferguson, Nancy	TAS	Arbitre à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Ferguson, Nathan+	TAMP	Arbitre à temps plein	28 févr. 2019	27 févr. 2024
	CLI	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2019	27 févr. 2024

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Ferguson, Stacey	TAS	Associée à temps plein - Présidente	18 juin 2020	17 juin 2022
Ferriss, Richard+	CLI	Arbitre à temps plein	14 févr. 2020	13 févr. 2022
	TAS	Arbitre à temps plein	22 juill. 2015	21 juill. 2020
Figg, Lois+	TDPO	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2022
	CLI	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2022
	TAS	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2022
Fine, David	CIVAC	Arbitre à temps partiel	31 août 2017	31 déc. 2021
Finlay, Barbara	TAS	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Finlay, Judy+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	4 janv. 2011	3 janv. 2021
	CRPG	Arbitre à temps partiel	4 janv. 2011	3 janv. 2021
Fiorino, Pasquale	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Fishman, Kenneth	CIVAC	Arbitre à temps partiel	25 févr. 2021	31 déc. 2021
Fletcher-Dagenais, Caroline	COLC	Arbitre à temps partiel	1 <sup>er</sup> oct. 2020	30 sept. 2022
Flude, D. Gregory	TAMP	Vice-président à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2023
Foot, Joanne+	CESA	Arbitre à temps partiel	31 août 2017	12 sept. 2022
	CSI	Arbitre à temps partiel	31 août 2017	12 sept. 2022
	TAMP	Arbitre à temps partiel	31 août 2017	12 sept. 2022
Forde, Keith	CIVAC	Arbitre à temps partiel	20 oct. 2010	19 oct. 2020
Forget, Martin	CLI	Arbitre à temps partiel	20 nov. 2020	19 nov. 2021
Foster, Tracy	CIVAC	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	31 déc. 2021
Friedland, Jennifer+	CESA	Arbitre à temps partiel	30 mai 2016	31 déc. 2022
	CSI	Arbitre à temps partiel	18 févr. 2018	31 déc. 2022
	TAMP	Arbitre à temps partiel	30 mai 2016	31 déc. 2022
Gananathan, Romona	TDPO	Vice-présidente à temps plein	13 sept. 2017	12 sept. 2022
Gatfield, Aida	TDPO	Arbitre à temps partiel	9 janv. 2013	8 janv. 2023
George, Caron	TDPO	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Go, Avvy	TAMP	Arbitre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Goela, Anita+	CESA	Arbitre à temps partiel	13 sept. 2017	12 sept. 2022
	CSI	Arbitre à temps partiel	13 sept. 2017	12 sept. 2022
	TAMP	Arbitre à temps plein	13 sept. 2017	12 sept. 2022
	COLC	Arbitre à temps partiel	13 sept. 2017	12 sept. 2022
Gomes, Holly	TDPO	Arbitre à temps plein	18 févr. 2021	17 févr. 2023
Gosio, Paul+	TAMP	Arbitre à temps plein	16 nov. 2016	15 nov. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	18 mai 2017	15 nov. 2021
Goulet, Laura	CIVAC	Arbitre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
Grant, Derek	TAMP	Arbitre à temps plein	20 juill. 2016	31 déc. 2022
Greenberg, William	CIVAC	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	31 déc. 2021
Grieves, Kathryn	TAMP	Arbitre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Griffith, Jennifer	CREF	Arbitre à temps plein	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Griffith, Lyndra+	CESA	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	CSI	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	TAMP	Arbitre à temps plein	21 févr. 2018	20 févr. 2023
	COLC	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
Hans, Rupinder+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2021
	TAMP	Arbitre à temps partiel	22 juin 2016	25 juill. 2022
	COLC	Arbitre à temps partiel	11 juill. 2017	25 juill. 2022
Harper, Jacqueline	TAMP	Arbitre à temps partiel	3 févr. 2017	1 <sup>er</sup> févr. 2022
Harris, Beverly A.	TDPO	Arbitre à temps partiel	5 déc. 2012	4 déc. 2022
Hartsliel, Laura	CLI	Arbitre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2022
Helt, Maureen*+	CESA	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	13 déc. 2021
	CREF	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	CN*	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	CRSEF	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	CIVAC	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CRPG	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	DEAT-CBC*^	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	TE*	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	13 déc. 2021
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	14 déc. 2017	13 déc. 2021
	TAAL*	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	CLI	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	TMT*	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	14 déc. 2017	13 déc. 2021
	COLC	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	13 déc. 2021
	TEDO - anglais	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
	TAS	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	13 déc. 2021
Hendrick, Colleen	TAS	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Henry, Sean D.*	CLI	Vice-président à temps plein	16 avr. 2020	15 avr. 2022
	CLI*	Arbitre à temps plein	12 août 2015	11 août 2020
Henshaw, Cheryl	TAS	Arbitre à temps partiel	5 nov. 2014	27 nov. 2022
Himel, Andrea*	CRSEF*	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
	CRPG*	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2010	28 nov. 2020
Hines, Rebecca	TAMP	Arbitre à temps plein	16 nov. 2016	15 nov. 2021
Hodgson, Laura+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2021
	TAMP	Arbitre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2023
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2023

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	COLC	Arbitre à temps partiel	12 mars 2018	11 mars 2023
Hoffman, Flora*	TAS*	Arbitre à temps plein	14 févr. 2020	13 févr. 2022
Horton, Louise	TAS	Arbitre à temps plein	14 janv. 2021	13 janv. 2023
Hubbard, Marie	TAAL	Présidente associée à temps plein	21 août 2019	21 févr. 2022
Hummelen, Audrey	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 oct. 2012	17 oct. 2022
Huneault, Nicole	CLI	Arbitre à temps partiel	18 févr. 2021	17 févr. 2022
Hunter, Terence	TAMP	Vice-président à temps partiel	22 juin 2016	31 déc. 2022
Ilori, Solape+	CLI	Arbitre à temps plein	16 juill. 2020	15 juill. 2021
	TAS	Arbitre à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2020
Jackson, Helen+	TE	Arbitre à temps plein	24 mai 2011	23 mai 2021
	TAAL	Arbitre à temps plein	24 mai 2011	23 mai 2021
Jackson, Rodney	CLI	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	24 mars 2023
Jacobs, Sarah	TAAL	Arbitre à temps plein	23 juill. 2014	22 juill. 2024
Jain, Kanji*	TAS*	Arbitre à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2020
Johal, Sandeep*	TAMP	Vice-présidente à temps plein	20 nov. 2020	19 nov. 2022
	TAMP*	Arbitre à temps plein	18 oct. 2016	21 oct. 2021
John, Anita	TAMP	Arbitre à temps partiel	30 juin 2016	31 déc. 2022
Jordan, Tamara+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
	CRPG	Arbitre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
	CIVAC	Arbitre à temps partiel	17 oct. 2019	16 oct. 2021
Jovanovic, Stephen*+	CESA	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CREF	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CN*	Président associé à temps partiel	2 févr. 2019	10 janv. 2022
	CRSEF	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CIVAC	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	DEAT-CBC*^	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CRPG	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TE*	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CSI	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TDPO	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TAMP	Président associé à temps partiel	14 févr. 2020	10 janv. 2022
	TAAL*	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	CLI	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TMT*	Président associé à temps partiel	2 févr. 2019	10 janv. 2022
	CCOP	Président associé à temps plein	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	COLC	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TEDO - anglais	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TEDO - français	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
	TAS	Vice-président à temps partiel	9 janv. 2020	10 janv. 2022
Joy, Greg	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Joyner, Douglas	TAAL	Arbitre à temps plein	13 sept. 2019	12 sept. 2021
Karpouzos, Helen-Nikoleta+	CESA	Arbitre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CSI	Arbitre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
Kaur, Tavlin+	TAMP	Arbitre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2024
	CLI	Arbitre à temps partiel	16 juill. 2020	15 juill. 2021
Kenall, Dustin	TAS	Arbitre à temps plein	10 déc. 2020	9 déc. 2022
Kenny, Heather	CIVAC	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	31 déc. 2021
Kepman, Stephanie+	CESA	Arbitre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CSI	Arbitre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	TAMP	Arbitre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	CLI	Arbitre à temps partiel	17 janv. 2020	23 janv. 2023
	CCOP	Arbitre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
	COLC	Arbitre à temps partiel	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Kiekens, Shannon	CLI	Arbitre à temps plein	30 juill. 2020	29 juill. 2021
King, Caroline	CREF	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2021
King, Dawn	CLI	Arbitre à temps plein	12 déc. 2019	11 déc. 2021
Kowal, Karina	TAMP	Arbitre à temps plein	17 oct. 2016	21 oct. 2021
Kromkamp, John+	CESA	Arbitre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
	TAMP	Arbitre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
	CCOP	Arbitre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	15 janv. 2016	14 janv. 2021
Kronis, Tamara	TDPO	Présidente associée à temps plein	30 juill. 2020	29 juill. 2022
Kung, Gregory+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	17 sept. 2020	16 sept. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	31 janv. 2020	30 janv. 2022
Kunkel, Cyndi	TAS	Arbitre à temps plein	26 oct. 2015	25 oct. 2025
Lake, Lindsay+	CESA	Arbitre à temps partiel	18 avr. 2018	17 avr. 2023
	CSI	Arbitre à temps partiel	18 avr. 2018	17 avr. 2023
	TAMP	Arbitre à temps plein	18 avr. 2018	17 avr. 2023
Lamers, Marinus	TDPO	Arbitre à temps partiel	8 oct. 2020	7 oct. 2022
Lang, Renée	CLI	Arbitre à temps plein	5 janv. 2015	4 juill. 2021
Lanthier, David*	TAAL	Vice-président à temps plein	27 févr. 2020	26 févr. 2022
Lapkin, Gerald+	TDPO	Arbitre à temps partiel	20 nov. 2020	19 nov. 2022
	TAS	Arbitre à temps partiel	20 nov. 2020	19 nov. 2022
LaRegina, Anthony	CREF	Arbitre à temps plein	31 janv. 2017	1 <sup>er</sup> févr. 2023
Larivière, Georges	TAS	Arbitre à temps partiel	17 juin 2015	16 juin 2025
Larsen, Gregory S.	TAS	Arbitre à temps partiel	2 févr. 2017	1 <sup>er</sup> févr. 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Lavigne, Pierre R.	CREF	Arbitre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2023
Laws, Joanne	CREF	Arbitre à temps plein	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Lee, Susan	CIVAC	Arbitre à temps partiel	13 avr. 2011	12 avr. 2021
Lerner, Michael	TDPO	Arbitre à temps partiel	4 janv. 2011	3 janv. 2021
Leslie, Claudette	TAMP	Arbitre à temps partiel	26 avr. 2016	31 déc. 2022
Lester, Chloe+	TAMP	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2022
	TDPO	Arbitre à temps partiel	29 août 2019	28 août 2021
Letourneau, Matthew*+	CESA	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	CSI	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	TAMP	Arbitre à temps partiel	26 oct. 2020	27 févr. 2023
	TAMP*	Arbitre à temps plein	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	CCOP	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2018	1 <sup>er</sup> avr. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
Lewis, Harriet+	CESA	Arbitre à temps partiel	5 avr. 2017	8 mai 2022
	CSI	Arbitre à temps partiel	5 avr. 2017	8 mai 2022
	TAMP	Arbitre à temps partiel	5 avr. 2017	8 mai 2022
Livingstone, Katherine+	SG-TAMP	Arbitre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
	COLC	Arbitre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
Looknauth, Yugita*	COLC	Vice-présidente à temps plein	20 août 2020	19 août 2022
	COLC*	Arbitre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2023
Louvish, Dimitri	TAMP	Arbitre professionnel à temps partiel	21 févr. 2018	20 févr. 2023
Lo-Wong, Ariel Sze Mun	TAS	Arbitre à temps plein	25 févr. 2021	24 févr. 2023
Lui, Clarence+	TAMP	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
	CCOP	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Luke, William	TDPO	Arbitre à temps plein	18 févr. 2021	17 févr. 2023
Lundy, Kevin*	CLI	Vice-président à temps plein	31 janv. 2020	30 janv. 2022



Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CLI*	Arbitre à temps plein	26 oct. 2014	23 oct. 2022
Lust, Arthur+	CLI	Arbitre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2021
	TAS	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	24 mars 2023
Macchione, Sandra	CLI	Arbitre à temps plein	13 juill. 2016	31 déc. 2022
MacIsaac, Sherry	TAS	Arbitre à temps partiel	29 mai 2013	28 mai 2023
MacVicar, Donald	CLI	Arbitre à temps partiel	13 août 2020	12 août 2021
Maedel, Ian*+	TAMP	Vice-président à temps plein	3 déc. 2020	2 déc. 2022
	TAMP*	Arbitre à temps plein	2 févr. 2017	1 <sup>er</sup> févr. 2023
	COLC	Arbitre à temps partiel	18 mai 2017	1 <sup>er</sup> févr. 2023
Makhamra, Samia	TAMP	Arbitre à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2023
Makuch, Richard G.M.	TAAL	Vice-président à temps plein	7 juin 2017	6 juin 2021
Maleki-Yazdi, Melody+	CESA	Arbitre à temps partiel	18 janv. 2018	17 janv. 2023
	CSI	Arbitre à temps partiel	18 janv. 2018	17 janv. 2023
	TAMP	Arbitre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2023
Manigat, Poeme*+	CESA	Arbitre à temps partiel	28 mars 2019	27 mars 2024
	CSI	Arbitre à temps partiel	28 mars 2019	27 mars 2024
	TAMP	Arbitre à temps partiel	20 août 2020	27 mars 2022
	TAMP*	Arbitre à temps plein	28 mars 2019	27 mars 2021
	CLI	Arbitre à temps plein	20 août 2020	27 mars 2024
Markell, Linda*	CLI*	Arbitre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Marshall, Amanda	TAMP	Arbitre à temps partiel	7 janv. 2021	6 janv. 2023
Marzinotto, Lori+	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	28 nov. 2019	28 nov. 2022
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	29 nov. 2017	28 nov. 2022
Mascarenhas, Mark	TAS	Arbitre à temps partiel	30 nov. 2016	25 oct. 2020
Mason, Karen*	TDPO	Arbitre à temps plein	25 mars 2021	24 mars 2023
	TDPO*	Arbitre à temps partiel	21 mars 2019	16 janv. 2023
Mather, Susan	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	5 oct. 2016	30 oct. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Mathers, Lorraine	CLI	Arbitre à temps plein	31 août 2016	31 déc. 2022
Mazerolle, Craig+	TAMP	Arbitre à temps plein	14 déc. 2017	13 déc. 2022
	COLC	Arbitre à temps partiel	14 déc. 2017	13 déc. 2022
Mazzilli, John	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
McDonald, Duncan	TAS	Arbitre à temps plein	20 juin 2019	19 juin 2021
McFadden, David	COLC	Arbitre à temps partiel	7 janv. 2021	6 janv. 2023
McGee, Theresa+	CESA	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	CSI	Arbitre à temps partiel	28 févr. 2018	27 févr. 2023
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	28 févr. 2020	27 févr. 2023
	COLC	Vice-présidente à temps plein	28 févr. 2018	27 mai 2020
McGoey, Christine	CIVAC	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2017	28 nov. 2022
McKendy, Annie	TDPO	Vice-présidente à temps plein	11 avr. 2018	10 avr. 2020
McMaster, James	CLI	Arbitre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2022
McPherson, Isla	TAMP	Arbitre professionnelle à temps partiel	11 avr. 2018	24 juin 2023
McQuaid, Patricia+	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	23 nov. 2016	22 nov. 2021
	CESA	Vice-présidente à temps partiel	23 nov. 2016	22 nov. 2021
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	23 nov. 2016	22 nov. 2021
McSweeney, Daniel+	CRSEF	Arbitre à temps plein	6 juin 2019	5 juin 2024
	CRPG	Arbitre à temps plein	6 juin 2019	5 juin 2024
Mete, Agostino	CIVAC	Vice-président à temps partiel	25 févr. 2021	31 déc. 2021
Middleton, William	TAAL	Vice-président à temps plein	24 avr. 2020	23 avr. 2022
Minns, James	CSI	Arbitre à temps partiel	10 déc. 2020	9 déc. 2022
Mintz, Sara**	CRSEF	Arbitre à temps partiel	9 mai 2019	8 mai 2024
	CIVAC	Présidente associée à temps plein	13 sept. 2020	31 déc. 2021
	CIVAC*	Arbitre à temps partiel	9 mai 2019	8 mai 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CRPG	Arbitre à temps partiel	9 mai 2019	8 mai 2024
Mitchell, Lynn	CLI	Arbitre à temps partiel	27 avr. 2016	31 déc. 2022
Moccio, Santina**	CESA	Arbitre à temps partiel	17 févr. 2016	17 févr. 2026
	CIVAC	Arbitre à temps partiel	9 mai 2019	31 déc. 2021
	CSI	Arbitre à temps partiel	18 mai 2017	17 mai 2022
	CLI*	Arbitre à temps plein	31 janv. 2020	30 janv. 2022
Moore, Beverly	CIVAC	Présidente associée à temps plein	13 sept. 2019	12 sept. 2020
Morris, Nancy	CLI	Arbitre à temps plein	24 janv. 2018	23 janv. 2023
Morris, Warren**	CREF*	Arbitre à temps partiel	31 oct. 2012	30 oct. 2022
	CN	Arbitre à temps partiel	10 mai 2017	25 juill. 2022
	TE	Arbitre à temps partiel	18 mai 2017	25 juill. 2022
Morton, Emily+	COLC	Arbitre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2023
	CIVAC	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2021
Mosaheb, Debbie	CLI	Arbitre à temps plein	28 févr. 2011	27 févr. 2021
Moten, Asad Ali	TAMP	Arbitre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2023
Mounsey, Roslyn	TDPO	Arbitre à temps plein	25 mars 2021	24 mars 2023
Msoa, Aggrey	TAMP	Arbitre à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2021
Muldowney-Brooks, Patricia	CIVAC	Vice-présidente à temps partiel	25 mars 2021	31 déc. 2021
Mulima, Nicola	CLI	Arbitre à temps plein	18 avr. 2019	17 avr. 2024
Neilson, Deborah	TAMP	Arbitre à temps plein	18 juill. 2016	31 déc. 2022
Nelson, Daniel	DEAT-CBC**	Arbitre à temps partiel	22 oct. 2014	24 oct. 2021
Nettie, Scott	COLC	Arbitre à temps partiel	7 janv. 2021	6 janv. 2023
Ng, Jonathan	TAS	Arbitre à temps plein	20 nov. 2020	19 nov. 2022
Ng, Tee Fung	TAAL	Arbitre à temps plein	10 oct. 2019	9 oct. 2020
Nichols, Eva+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	20 févr. 2013	12 sept. 2023
	CRPG	Arbitre à temps partiel	20 févr. 2013	12 sept. 2023
	TDPO	Arbitre à temps partiel	20 févr. 2013	12 sept. 2023
Nikitin, Vladimir	CLI	Arbitre à temps plein	25 juin 2020	24 juin 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Nikota, Gary	COLC	Arbitre à temps partiel	1 <sup>er</sup> mars 2017	28 févr. 2022
Norris, Brian	TAMP	Arbitre à temps plein	6 sept. 2016	21 oct. 2021
Nother, Ashleigh+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Novak, Silvia+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2023
	CRPG	Arbitre à temps partiel	8 janv. 2018	7 janv. 2023
Nudo, Gabriella	CLI	Arbitre à temps partiel	20 août 2020	19 août 2021
O'Connor, T. Michele+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2010	9 déc. 2021
	CRPG	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2010	9 déc. 2021
Okhovati, Margarita	CREF	Arbitre à temps partiel	22 oct. 2014	21 oct. 2024
Orange, Jennifer	TDPO	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2020
Osborne, Katie*+	CESA*	Président associé à temps partiel	28 sept. 2016	27 sept. 2021
	CREF*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CN*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CRSEF*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CIVAC*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CRPG*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	DEAT-CBC*^	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	TE*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CSI*	Présidente associée à temps partiel	18 nov. 2015	27 sept. 2021
	TDPO*	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2019	27 sept. 2021
	TAAL*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021
	CLI*	Présidente associée à temps plein	29 août 2019	28 août 2021
TMT*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	27 sept. 2021	

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	TEDO - anglais*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2019	27 sept. 2021
	TEDO - français*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2019	27 sept. 2021
	TAS*	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2019	27 sept. 2021
Osterberg, Colin	TAMP	Arbitre à temps partiel	20 nov. 2020	19 nov. 2022
Paivalainen, Seppo+	COLC	Arbitre à temps partiel	28 sept. 2016	24 oct. 2021
	CIVAC	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2021
Paluch, Cezary	TAMP	Arbitre à temps plein	12 déc. 2016	11 déc. 2021
Parent, Sylvie	COLC	Arbitre à temps partiel	31 déc. 2012	30 oct. 2022
Parish, Kimberly+	TAMP	Arbitre à temps partiel	21 févr. 2020	20 févr. 2022
	CLI	Arbitre à temps partiel	31 janv. 2020	20 févr. 2022
Patchett, Robert	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Paul, Noeline+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	21 nov. 2019	20 nov. 2021
	CIVAC	Arbitre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CRPG	Arbitre à temps partiel	21 nov. 2019	20 nov. 2021
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> oct. 2020	20 nov. 2021
	TEDO - anglais	Arbitre à temps partiel	21 nov. 2019	20 nov. 2021
Pavlovic, Peter	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Pelletier, Marie-France	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Petrides, Panos	CLI	Arbitre à temps partiel	30 juill. 2020	29 juill. 2021
Petrou, Constantine	TAMP	Arbitre professionnelle à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Pierre, Richard	COLC	Arbitre à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023
Pilon, Jean-Paul	CREF	Arbitre à temps plein	27 mars 2018	26 mars 2023
Pinto, Sancia	TAMP	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2022
Pop-Lazic, Gabrielle+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	8 janv. 2018	30 janv. 2023
	CRPG	Arbitre à temps partiel	8 janv. 2018	30 janv. 2023
Quadry, Arnab	CLI	Arbitre à temps plein	25 juin 2020	24 juin 2022

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Racioppo, Josephine+	TDPO	Arbitre à temps partiel	21 mars 2019	16 juin 2020
	TAS	Arbitre à temps plein	17 juin 2015	16 juin 2025
Raison, Barry	COLC	Arbitre à temps partiel	22 oct. 2020	21 oct. 2022
Ramdayal, Raymond+	CESA	Arbitre à temps partiel	8 sept. 2015	7 sept. 2025
	TAMP	Arbitre à temps partiel	8 sept. 2015	7 sept. 2025
Reeve, Priscilla+	CESA	Arbitre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
	CSI	Arbitre à temps partiel	20 sept. 2017	5 nov. 2021
Reilly, Thérèse	TAMP	Arbitre à temps plein	10 mai 2017	25 juill. 2022
Restoule, Karen**	CESA	Vice-présidente à temps partiel	19 déc. 2019	4 avr. 2022
	CREF	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	4 avr. 2022
	CN*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	CRSEF	Présidente associée à temps plein	30 juill. 2020	4 avr. 2022
	CRSEF*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	CIVAC	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	4 avr. 2022
	CRPG	Présidente associée à temps plein	30 juill. 2020	4 avr. 2022
	CRPG*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	DEAT-CBC*^	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	TE*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	19 déc. 2019	4 avr. 2022
	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	4 avr. 2022
	TAMP	Vice-présidente à temps partiel	19 déc. 2019	4 avr. 2022
	TAAL*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	CLI	Présidente associée à temps plein	5 nov. 2020	4 nov. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
	CLI*	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	4 avr. 2022
	TMT*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	CCOP	Vice-présidente à temps partiel	19 déc. 2019	4 avr. 2022
	COLC	Vice-présidente à temps partiel	20 août 2020	4 avr. 2022
	COLC*	Présidente associée à temps plein	5 avr. 2017	4 avr. 2022
	TEDO - anglais	Présidente associée à temps partiel	6 août 2020	4 avr. 2022
	TEDO - anglais*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	TEDO - français	Présidente associée à temps partiel	30 juill. 2020	4 avr. 2022
	TEDO - français*	Vice-présidente à temps partiel	1 <sup>er</sup> janv. 2020	4 avr. 2022
	TAS	Vice-présidente à temps partiel	9 mai 2019	4 avr. 2022
	TDO	Présidente exécutive suppléante	17 mars 2020	4 avr. 2022
Reynolds, Margaret	CLI	Arbitre à temps plein	5 oct. 2018	30 oct. 2021
Ritacca, Luisa+	CESA	Arbitre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021
	CSI	Arbitre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021
	TAMP	Arbitre à temps partiel	24 févr. 2016	23 févr. 2021
Roedding, Blair*	COLC*	Arbitre à temps plein	8 mars 2017	20 mars 2022
Rosenstein, Mervyn	TDPO	Arbitre à temps partiel	21 mars 2019	20 mars 2021
Rossignol, Troy	CLI	Arbitre à temps plein	17 janv. 2019	16 janv. 2024
Rozehnal, Jana	CLI	Arbitre à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2022
Sand, Caroline*	TDPO	Arbitre à temps plein	25 mars 2021	24 mars 2023
	TDPO*	Arbitre à temps partiel	11 avr. 2018	10 avr. 2021
Sanderson, Douglas	TDPO	Vice-président à temps plein	10 janv. 2011	9 janv. 2021
Sangmuah, Egya	CLI	Vice-président à temps plein	13 août 2014	12 août 2024
Santucci, Patricia*	CLI*	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Savage, Peter	TAMP	Arbitre professionnel à temps partiel	22 mars 2017	21 mars 2022
Savoie, Guy William+	CIVAC	Vice-président à temps partiel	17 janv. 2020	16 janv. 2022
	CLI	Vice-président à temps plein	21 nov. 2019	20 nov. 2022
Scharbach, Stephen	TAMP	Arbitre à temps partiel	12 avr. 2017	29 mai 2022
Schiller, Susan De Avellar	TAAL	Vice-présidente à temps plein	4 janv. 2016	3 janv. 2021
Schoen, Neal	CLI	Arbitre à temps plein	18 avr. 2019	17 avr. 2021
Scott, Jennifer	TDPO	Vice-présidente à temps plein	12 sept. 2012	11 sept. 2022
Shapiro, Jeffrey+	TDPO	Vice-président à temps partiel	21 nov. 2019	28 nov. 2022
	TAMP	Vice-président à temps plein	29 nov. 2017	28 nov. 2022
Sharma, Rakesh	TAMP	Arbitre à temps plein	16 janv. 2017	15 janv. 2022
Shea, Patrick	CLI	Arbitre à temps partiel	24 sept. 2020	23 sept. 2021
Shustov, Vladislav	COLC	Arbitre à temps partiel	24 sept. 2020	23 sept. 2022
Sills, Mary-Anne	TAAL	Vice-présidente à temps plein	25 oct. 2019	24 oct. 2020
Silva, Mario	TDPO	Vice-président à temps plein	30 juill. 2020	29 juill. 2022
Skanes, Tyrone	CREF	Arbitre à temps partiel	26 sept. 2010	28 sept. 2020
Solomon, Anna*	CLI	Vice-présidente à temps plein	31 janv. 2020	30 janv. 2022
	CLI*	Arbitre à temps plein	25 mai 2016	31 déc. 2022
Spearn, Greg*	TAAL*	Arbitre à temps partiel	18 mars 2020	17 mars 2022
Speers, Ian	CLI	Arbitre à temps partiel	21 janv. 2021	20 janv. 2023
Spekkens, John+	CRSEF	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2010	9 déc. 2021
	CRPG	Arbitre à temps partiel	29 nov. 2010	9 déc. 2021
Spence, Evelyn	TAMP	Arbitre à temps partiel	5 oct. 2016	21 oct. 2021
Stabile, Vincent	CREF	Arbitre à temps partiel	29 sept. 2010	28 sept. 2021
Steinberg, Robert*	CREF*	Arbitre à temps partiel	14 nov. 2012	13 nov. 2022
	CN	Arbitre à temps partiel	4 mai 2011	3 mai 2021



Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Stopciati, Paul	CSI	Arbitre à temps partiel	1 <sup>er</sup> oct. 2020	30 sept. 2022
Stringer, Carly	CREF	Arbitre à temps partiel	27 mars 2018	26 mars 2023
Sullivan, Dawn Elliott	CLI	Arbitre à temps plein	18 janv. 2018	17 janv. 2022
Swinkin, Gerald	TAAL	Arbitre à temps partiel	24 août 2016	11 sept. 2021
Szajak, Piotr	TAS	Arbitre à temps plein	20 nov. 2020	19 nov. 2022
Tamburro, Anthony+	TDPO	Arbitre à temps plein	12 déc. 2019	11 déc. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	22 oct. 2020	11 déc. 2021
Tan, Michelle	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Tancioco, Camille	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Tascona, Joseph	TDPO	Arbitre à temps plein	8 oct. 2020	7 oct. 2022
Taylor, Blair	TAAL	Arbitre à temps plein	17 oct. 2012	16 oct. 2022
Theoharis, Jeanie*+	CESA	Présidente associée à temps partiel	20 nov. 2020	19 nov. 2022
	CESA*	Arbitre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2021
	CSI	Présidente associée à temps partiel	20 nov. 2020	19 nov. 2022
	CSI*	Arbitre à temps partiel	31 août 2017	30 août 2021
	TDPO	Présidente associée à temps partiel	19 déc. 2019	30 août 2021
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	31 août 2017	30 août 2021
	CLI	Vice-présidente à temps partiel	9 janv. 2020	30 août 2021
	CCOP	Présidente associée à temps partiel	31 août 2017	30 août 2021
Thériault, Eve+	CIVAC	Arbitre à temps partiel	26 oct. 2020	25 oct. 2021
	COLC	Arbitre à temps partiel	31 janv. 2020	30 janv. 2022
Thorne, Darren	TDPO	Vice-président à temps plein	25 avr. 2018	24 avr. 2020
Tillmann, Gerard	TAMP	Arbitre à temps partiel	7 janv. 2021	6 janv. 2023
Todgham Cherniak, Cyndee+	TDPO	Arbitre à temps plein	25 mars 2021	24 mars 2023
	CLI	Arbitre à temps partiel	3 sept. 2020	2 sept. 2021
Tousaw, Scott	TAAL	Arbitre à temps plein	31 mai 2017	30 mai 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Trojek, Heather+	TDPO	Vice-présidente à temps partiel	14 févr. 2020	7 févr. 2023
	TAMP	Vice-présidente à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2023
Tucci, Carmine	TAAL	Arbitre à temps plein	17 janv. 2020	16 janv. 2022
Tuckey, Bryan	TAAL	Arbitre à temps partiel	12 déc. 2019	11 déc. 2021
Turk, Michael	CLI	Arbitre à temps partiel	23 juill. 2020	22 juill. 2021
Usprich, M. Elizabeth	CLI	Vice-présidente à temps plein	12 août 2015	11 août 2021
Vaccaro, Ivana	CIVAC	Arbitre à temps partiel	25 mars 2021	31 déc. 2021
Van Delft, Jonelle+	CLI	Vice-président à temps plein	15 juin 2007	12 juin 2020
	TAS	Vice-présidente à temps plein	18 févr. 2015	17 févr. 2025
VanderBent, Dirk*	CREF	Vice-président à temps plein	18 sept. 2016	21 oct. 2021
	CN*	Vice-président à temps partiel	12 déc. 2018	21 oct. 2021
Venhola, Elle	CLI	Arbitre à temps partiel	16 juill. 2020	15 juill. 2021
Victor, Marisa+	CESA	Arbitre à temps partiel	5 oct. 2016	30 oct. 2021
	CSI	Vice-présidente à temps partiel	21 mars 2018	20 mars 2023
	TAMP	Arbitre à temps partiel	5 oct. 2016	21 oct. 2021
	CLI	Vice-présidente à temps plein	21 nov. 2019	9 déc. 2021
Vincent, Sharyn	TAAL	Vice-présidente à temps plein	27 févr. 2020	26 févr. 2022
Wade, Diane	CLI	Arbitre à temps plein	14 févr. 2020	13 févr. 2022
Wallace, Bradley	TAMP	Arbitre à temps plein	18 avr. 2019	17 avr. 2021
Wamback, Joseph	COLC	Arbitre à temps partiel	7 janv. 2021	6 janv. 2023
Watt, Robert	TAMP	Arbitre à temps partiel	11 janv. 2017	10 janv. 2022
Weagant, Dan*	CREF	Arbitre à temps plein	28 nov. 2016	11 déc. 2021
	CN*	Arbitre à temps partiel	28 nov. 2019	11 déc. 2021
Weinberg, Erica	TAMP	Arbitre professionnelle à temps partiel	8 févr. 2018	7 févr. 2023

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
Weir, Sean**	CESA	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	CREF	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	CN*	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2020
	CRSEF	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	CIVAC	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	CRPG	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	DEAT-CBC*^	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2020
	TE*	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2020
	CSI	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TDPO	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TAMP	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TAAL*	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2020
	CLI	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TMT*	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2020
	CCOP	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	COLC	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TEDO - anglais	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TEDO - français	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	TAS	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
	CLI	Président exécutif à temps plein	2 juin 2020	1 <sup>er</sup> déc. 2022
Wells, Kathleen	CLI	Arbitre à temps plein	30 juill. 2020	29 juill. 2021

Nom	Tribunal	Poste	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat
White, Eleanor	TAMP	Vice-présidente à temps plein	8 févr. 2016	7 févr. 2021
Whitmore, Dale	CLI	Arbitre à temps plein	13 juill. 2016	31 déc. 2022
Whittick, Shelby	CLI	Arbitre à temps plein	25 mai 2016	31 déc. 2022
Wickett, Dawn	CLI	Arbitre à temps plein	25 juin 2020	24 juin 2022
Wilkins, Hugh	TAAL	Arbitre à temps plein	24 avr. 2020	23 avr. 2022
Wilkins, John Douglas Broadfoot	CLI	Arbitre à temps plein	20 août 2020	19 août 2021
Woodfield, Richard	TAS	Arbitre à temps plein	25 mars 2021	24 mars 2023

\*Membres qui avaient quitté TDO au 31 mars 2021 ou qui ont changé de poste à TDO durant l'exercice 2020-2021

+Membres en nomination conjointe à plusieurs tribunaux constituants de Tribunaux décisionnels Ontario

^Division de l'environnement et de l'aménagement du territoire – Commission des biens culturels